

FMI  
**Le PIB mondial  
pourrait chuter  
de 4,5%**

P 16

CAMPAGNE AGRICOLE 2023/2024

## 330 milliards de DA de crédits octroyés aux agriculteurs

*Plus de 199 000 agriculteurs ont bénéficié de financements, dans le cadre du crédit R'fig, pour une valeur globale estimée à 330 milliards de DA, accordés par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), au titre de la campagne agricole actuelle 2023/2024. P 3*



DIRECTION GÉNÉRALE  
DES IMPÔTS

**Lancement  
d'un nouveau site  
électronique**



La Direction générale des impôts (DGI) a lancé son nouveau site électronique contenant des informations et de nouveaux services au profit des utilisateurs, a indiqué, hier, la DGI dans un communiqué.

P 2

**IL VISE UN CHIFFRE D'AFFAIRES  
DE 40 MILLIARDS DE DA  
À L'HORIZON 2027**

**Holding ACS affiche  
ses ambitions**

Le Holding Algeria Chemical Specialities (ACS) affiche ses ambitions, et table sur un chiffre d'affaire de 40 milliards de DA à l'horizon 2027. Depuis l'adoption du son plan de développement en juin 2023 par le Conseil d'administration du Groupe, Holding ACS s'inscrit dans une nouvelle dynamique de croissance. En effet, après avoir enregistré une hausse de son chiffre d'affaires et adhéré au développement de l'industrie automobile, il s'oriente vers l'exportation.

P 4

**LE MINISTRE DU COMMERCE  
REÇOIT LE PRÉSIDENT DU CREA  
L'approvisionnement du  
marché en ligne de mire**

L'approche du mois de Ramadhan sera sans aucun doute, un indicateur sur les procédures pour approvisionner le marché en produits, et vérifier in situ l'efficacité des mesures prises en ce sens. C'est dans cette optique que le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a présidé, une séance de travail avec le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), autour de l'approvisionnement du marché national et la promotion des exportations, ainsi que de la participation des opérateurs économiques algériens aux événements internationaux, indique un communiqué du ministère.

P 5

CITÉS AADL

**Lancement de l'opération de  
vente de gré à gré des locaux  
commerciaux et de services P 2**

AFIN D'AUGMENTER SES CAPACITÉS  
D'EXPORTATION DU GAZ

**L'Algérie doit renforcer  
le mix énergétique P 3**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Appel à «rentabiliser»  
la recherche  
scientifique P 4**

LA MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ  
NATIONALE L'A RÉAFFIRMÉ

L'Etat déterminé à  
soutenir  
l'entrepreneariat  
féminin

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a réaffirmé jeudi à Tizi-Ouzou la détermination de l'Etat à soutenir et accompagner entreprenariat productif féminin et rural. En visite dans la wilaya pour prendre part aux festivités organisées à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh, Yennayer 2974, la ministre a rappelé que "la stratégie de l'Etat vise à encourager, accompagner et intégrer le travail de la femme rurale dans la production nationale".

Au marché de Yennayer, organisé au chef lieu de la wilaya, la ministre qui a visité les stands des exposants a exprimé son "admiration" devant les produits traditionnels affichés, saluant "la préservation des traditions ancestrales relatives à cette fête par la gent féminine et leur transmission aux nouvelles générations". La ministre a également visité deux structures d'accueil et de prise en charge d'enfants inadaptés mentaux, auditifs et visuels, relevant du secteur de la solidarité nationale, où des produits traditionnels sont réalisés par les pensionnaires. Elle a clôturé sa visite par le village Tizyouine, sacré village le plus propre de la wilaya pour l'année 2023, où elle a relevé "l'esprit et l'effort de solidarité des habitants".

CONTREBANDE À IN GUEZZAM

Saisie d'importantes  
quantités de denrées  
alimentaires

Les agents des Douanes, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont déjoué une tentative de contrebande de quantités considérables de produits de consommation subventionnés dans la wilaya d'In Guezzam, indique samedi un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD).

"Dans le cadre des efforts de lutte contre la contrebande, les agents de la brigade mobile des Douanes relevant des services de l'inspection divisionnaire des Douanes d'In Guezzam, dans le territoire de compétence de la Direction régionale des Douanes de Tamanrasset, ont saisi 1.750 kg de semoule, 5.000 kg de farine, 1.500 kg de pâtes et 1.525 kg de sucre, et ce, après 4 opérations distinctes mises en œuvre en coordination avec les éléments de l'ANP", précise le communiqué. La marchandise saisies a été retrouvée "dans deux cachettes utilisées pour stocker les marchandises destinées à la contrebande. Les éléments des Douanes ont également saisi 5 véhicules 4x4 et arrêté 4 individus, dont deux de nationalité étrangère, ajoute-t-on de même source. Ces opérations consacrent "la coordination étroite entre les appareils de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des autorités publiques visant à lutter contre la spéculation et la contrebande des produits subventionnés de large consommation, afin de préserver la stabilité du marché national et des prix, et de garantir un approvisionnement permanent du citoyen", conclut la même source.

R E.

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Lancement d'un nouveau  
site électronique

La Direction générale des impôts (DGI) a lancé son nouveau site électronique contenant des informations et de nouveaux services au profit des utilisateurs, a indiqué, hier, la DGI dans un communiqué.

Par Slimane T

Conçu pour constituer « un espace moderne de communication et d'échange avec les différents utilisateurs, ce nouveau site garantit davantage d'interactivité et facilite la consultation», indique dans son allocution à l'occasion du lancement de ce nouveau site (<https://mfdgi.gov.dz>), la directrice générale des impôts, Amel Abdelatif.

Elle a affirmé que «le travail réalisé ne s'était pas limité uniquement à moder-

niser le site pour plus d'interactivité, mais aussi à en améliorer le contenu pour fournir des informations et des services à la hauteur des aspirations des utilisateurs ». « La DGI aspire à doter les utilisateurs d'un site moderne actualisé en permanence, à l'effet de les informer au quotidien, de manière pratique et efficace, notamment en ce qui concerne la fiscalité et toutes les nouveautés liées aux activités d'administration fiscale », a-t-elle soutenu.

La stratégie de communication de la DGI repose sur l'information, l'accom-

pagnement et la sensibilisation générale du public, particulièrement les contribuables au sujet des services garantis par l'administration fiscale, notamment numériques, en sus des différentes dispositions fiscales visant à encourager et à soutenir l'investissement et les facilités offertes concernant la déclaration et le paiement des impôts et des taxes. Le nouveau site de la DGI offre des informations riches et variées via une conception étudiée pour faciliter sa consultation, en quête d'une bonne expérience utilisateur

CITÉS AADL

Lancement de l'opération de vente de gré à gré  
des locaux commerciaux et de services

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), a annoncé, dans un communiqué, le lancement d'une opération de vente de gré à gré de locaux commerciaux et de services dans de plusieurs cités AADL dans différentes wilayas du pays. L'agence a précisé que la préinscription pour l'acquisition de ces locaux se fait via son site web

et en cliquant sur la rubrique "vente des locaux", soulignant que toute personne physique ou morale de nationalité algérienne peut postuler pour l'achat de ces locaux. Les souscripteurs doivent se rapprocher des directions régionales ou des directions de wilaya de l'agence dans un délai n'excédant pas 48 heures à partir de la date d'inscription pendant les jours ouvrables

(de dimanche à jeudi). "En cas de non-respect de ces délais, l'inscription sera automatiquement annulée et aucun recours ne sera accepté", ajoute le communiqué. Pour rappel, l'AADL a annoncé, à la fin du mois de décembre dernier, le lancement d'une opération de vente de locaux dans les cités AADL, destinée aux professionnels de la santé et

aux diplômés dans le domaine médical toutes spécialités confondues. Compte tenu du grand nombre d'inscrits et d'intéressés pour l'acquisition de ces locaux, "l'opération d'inscription a été temporairement suspendue afin d'étudier les demandes et les dossiers des inscrits en tenant compte du numéro chronologique et du dossier requis", selon l'agence.

LG CAPTIVE LES SPECTATEURS DE CES 2024

Avec la zone d'expérience immersive Webos

De plus en plus de propriétaires de téléviseurs Smart LG sont prêts à profiter de la dernière mise à jour de webOS, donnant à leur téléviseur un aspect neuf. LG Electronics (LG) ouvre les portes de son stand au CES 2024, dévoilant une expérience inégalée à travers la zone webOS. Sous la bannière de la Home Entertainment Company de LG, la marque redéfinit son statut de leader dans les domaines des médias et du divertissement, capitalisant sur son héritage d'écrans OLED auto-éclairés époustouflants. L'installationwebOS, mettant en scène de nombreux écrans OLED, plonge les visiteurs dans un univers infini de divertissement, où chaque instant est illuminé par la qualité d'image exceptionnelle et les formes uniques des écrans LG OLED.

Cette expérience captivante souligne l'engagement de LG à repousser les frontières technologiques pour offrir l'ultime expérience de divertissement. Depuis sa création en 2014, la plateforme webOS de LG s'est imposée comme leader mondial des téléviseurs intelligents, élargissant sa base d'utilisateurs et établissant des partenariats solides avec plus de 3 500 fournisseurs de contenus. L'engagement décennal de LG à collaborer avec les partenaires de streaming a enrichi l'expérience de divertissement à domicile pour des millions de clients dans le monde entier. S'engageant à maintenir sa position de leader, LG annonce fièrement le programme webOSRe:New, offrant la dernière mise à jour de la plateforme aux propriétaires d'anciens téléviseurs intel-

ligents LG. À partir de début 2024, cette mise à niveau sera déployée sur les modèles LG OLED 2022, LG OLED Flex, LG OLED Objet Collection Posé, ainsi que le QNED Mini LED 8K 2022 de LG (série QNED99/95), promettant une expérience télévisuelle exceptionnelle pour les cinq prochaines années. La dernière version de webOSoffre aux propriétaires de LG Smart TV une expérience encore plus personnalisée, avec un écran d'accueil adapté à leurs goûts. L'interface utilisateur hautement personnalisable permet aux téléspectateurs d'accéder plus facilement à leurs contenus préférés. De plus, la technologie de sécurité avancée et le système d'exploitation optimisé assurent une expérience visuelle stable, sécurisée et transparente.

Quotidien economique

Les Enjeux  
*Eco*

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
03,Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said , Casbah  
email: [lesenjeuxeco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81  
Fax : 021 73 95 59  
E-mail: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[Programmation.regie@anep.com.dz](mailto:Programmation.regie@anep.com.dz)

CAMPAGNE AGRICOLE 2023/2024

# 330 milliards de DA de crédits octroyés aux agriculteurs

Plus de 199 000 agriculteurs ont bénéficié de financements dans le cadre du crédit R'fig, accordés par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), au titre de la campagne agricole actuelle 2023/2024.

Par S R/Agence

«Le nombre de bénéficiaires du crédit R'fig a atteint jusqu'au mois de novembre 2023, un total de 199 600 agriculteurs, ayant bénéficié de financements estimés à près de 330 milliards DA, dont un taux de 54% destiné à la filière céréalière, soit près de 177 milliards DA», selon le bilan préliminaire de la banque.

La directrice marketing et communication de la BADR, Kenza Larbas, a souligné à l'APS, que le crédit R'fig était le plus demandé au niveau des agences commerciales de son établissement, expliquant l'intérêt croissant des agriculteurs pour ce crédit par les mesures organisationnelles et les récentes facilités d'octroi. Comparé au nombre de demandes enregistrées, "en nette hausse", cette année, le taux de traitement et de validation des dossiers était "excellent", précise la responsable. Outre la filière céréalière qui s'est taillée la part du lion de ces crédits, les affectations spéciales concernent les dossiers validés des différents projets d'investissement dans le domaine agricole, relatifs à l'acquisition des différents intrants, semences et matières premières destinées à l'élevage et autres. Pour rappel, le crédit "Rfig" est un crédit d'investissement, entièrement subventionné par l'Etat et destiné à financer les agriculteurs et les éleveurs exerçant leurs activités seuls ou dans un cadre organisé, en coopératives ou groupes économiques. Il couvre plus de 350 domaines agricoles. Pour l'année

en cours, la BADR envisage de poursuivre l'application du plan d'extension de son réseau commercial, "le plus important en Algérie", à travers l'ouverture de six nouvelles agences qui viendront s'ajouter à ses 343 agences réparties à travers l'ensemble du territoire national, en sus de proposer de "nouveaux produits classiques destinés aux artisans et aux professions libérales".

## 22 milliards de DA de dépôts de la finance islamique

S'agissant de la finance islamique, Mme Larbas a indiqué que "la Banque a enregistré, depuis le lancement de cette activité en 2021 et jusqu'à fin 2023, plus de 22 Mds de DA de ressources financières et plus de 30.000 comptes (particulier, professionnel et entreprise) dans les différentes formules de finance islamique". Dans ce cadre, ce premier bilan, considéré comme "positif", confirme la demande importante exprimée par les clients sur ce type de formule. Les produits de la finance islamique de la BADR sont commercialisés à travers 81 guichets dédiés à ce type de finance et quatre agences spécialisées, tandis que cette Banque ambitionne de poursuivre la généralisation de ces guichets au cours de l'année 2024 pour englober progressivement l'ensemble de ses agences commerciales sur tout le territoire national, avec l'ouverture "au minimum" de 23 guichets islamiques. Au vu de la tendance haussière de la demande sur ce type de finance,

la BADR a récemment demandé une autorisation de la Banque d'Algérie en vue de commercialiser de nouveaux produits, après avoir obtenu le certificat de conformité aux préceptes de la Charia délivré par l'Autorité Charaïque nationale de la Fatwa pour l'industrie de la finance islamique, notamment des crédits à la consommation à savoir "Mourabaha équipements", "Mourabaha moto" et "Mourabaha véhicule", offrant un taux de financement pouvant atteindre jusqu'à 90% du coût total. Ces derniers "seront proposés parallèlement à la disponibilité des véhicules fabriqués localement". En 2024, la BADR proposera de nouveaux produits bancaires conformes à la Charia via la formule "Idjara" pour le financement des entreprises et des particuliers, lesquels s'ajouteront, poursuit Mme Larbas, aux 14 produits actuellement commercialisés. Dans le cadre de sa démarche visant le renforcement de l'inclusion financière, la BADR ambitionne de lancer prochainement un nouveau service permettant aux citoyens d'introduire une demande de financement à distance via son site web, 7j/7 et 24h/24, à l'issue de laquelle un rendez-vous est fixé au niveau de l'agence bancaire concernée avec un conseiller clients afin de parachever les procédures. Pour ce qui du e-paiement, la BADR avait distribué plus de 300.000 cartes bancaires au profit de ses clients à l'échelle nationale, et installé plus de 5.000 terminaux de paiement électronique (TPE), selon la Directrice marketing et communication de cette banque publique.

MAINTENANCE ET LA RÉPARATION DES BATEAUX DE PÊCHE LOCALEMENT

## Signature d'une convention entre CAPA et ERENAV

Une convention a été signée, jeudi à Alger, entre la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA) et l'Entreprise de réparation navale (ERENAV) pour la maintenance et la réparation des bateaux de pêche localement à des prix préférentiels. Le document a été signé par le P-dg de l'ERENAV, Abdelaziz Tazarourte, et le Directeur général de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture, Nabil Aouiche, en présence des ministres des Transports, Mohamed El Habib Zahana, et de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, et de cadres des deux ministères.

D'une durée de trois ans, la convention garantit la maintenance et la réparation des petits et grands bateaux de pêche à des prix réservés aux pêcheurs, au niveau de tous les ports de pêche du pays, conformément aux explications fournies lors de la cérémonie de signature. Intervenant à l'occasion, le P-dg de l'ERENAV a souligné l'importance de cette convention qui, a-t-il dit, contribuera grandement au développement de la flotte nationale de pêche et à la réalisation des objectifs tracés. De son côté, le Directeur général de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture a souligné que cette démarche permettra d'assurer un meilleur accompagnement aux professionnels du secteur, qui pourront ainsi faire réparer leurs bateaux localement, tout en bénéficiant de prix préférentiels.

Concernant la prise en charge et l'amélioration des conditions de travail des pêcheurs, le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana a coprésidé, avec le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, une réunion d'évaluation, jeudi dernier à Alger, consacrée au programme à court terme d'amélioration des conditions de travail des professionnels des ports de pêche, lors de laquelle il a été convenu de lever tous les obstacles entravant la mise en oeuvre de ce programme. Intervenant lors de cette réunion, qui s'est déroulée au siège du ministère des Transports en présence de cadres des deux secteurs, M. Zahana a affirmé que les deux départements «s'attèleront, de concert, à lever tous les obstacles pour la réalisation des différentes opérations dans le cadre d'une complémentarité entre l'ensemble des acteurs en la matière». Le ministre a, dans ce contexte, rappelé les différents points contenus dans le plan d'action, adopté il y a un an par les deux départements ministériels, que la commission interministérielle chargée de la gestion des infrastructures des ports de pêche veille à appliquer. Parmi ces points, figurent le traitement de la problématique de gestion et protection des ports de pêche, l'impératif d'assurer les services logistiques, l'accompagnement des acteurs du domaine, outre l'aménagement, au niveau des ports, d'espaces dédiés à la fabrication de filets de pêche, à l'aquaculture, aux

coopératives, aux stations essences, aux chambres froides et à la production de la glace pilée. Le programme prévoit, également, la séparation physique entre les activités de pêche et de plaisance au niveau des ports, tout en affectant des espaces aux propriétaires de fermes aquacoles au niveau de ces infrastructures et en permettant aux pêcheurs d'importer les grands bateaux, de moins de 5 ans, utilisés et destinés à la pêche en haute mer.

Il englobe également l'élargissement de l'opération de création de bureaux unifiés de la Caisse nationale de sécurité sociale des travailleurs non-salariés (CASNOS) au niveau des ports de pêche, de même que la révision et l'unification du carnet des prix et des charges imposées aux activités des professionnels, notamment celles relatives à l'aquaculture.

De son côté, M. Badani a salué les réalisations accomplies sur le terrain et celles prévues pour les jours à venir, soulignant que des superficies immobilières ont été accordées au niveau des ports et abris de pêche pour être réservées à la construction et à la maintenance navales, ce qui a permis la mise en service de 8 unités, la réalisation de 44 ateliers de maintenance et l'élaboration du programme de réalisation et de réception de 7 grues à portique, contribuant de manière "considérable" au traitement de la problématique de pose des bateaux de pêche sur terre pour leur maintenance.

Synthèse S T.

AFIN D'AUGMENTER SES CAPACITÉS D'EXPORTATION DU GAZ

## L'Algérie doit renforcer le mix énergétique

Par Sirine R.

L'augmentation des exportations de l'Algérie en gaz passe inéluctablement par le renforcement du mix énergétique. C'est le seul moyen pour faire face à la hausse inquiétante de la demande interne qui augmente de 6 à 7% annuellement, soit l'équivalent de 8,9 millions de Tep. Le directeur général du Green Energy Cluster Algeria (GEC'A), Boukhalfa Yaïci, a estimé que l'économie de gaz est «une question stratégique», au vu de l'intérêt que portent les pays notamment ceux de l'Union européenne à cette ressource, ce qui a amené l'Algérie «à militer afin de rester dans la course pour la maîtrise des marchés régionaux».

Il a relevé, dans ce sens, la nécessité de rationaliser la consommation interne de gaz naturel devenue «une question structurelle», soulignant l'importance des politiques élaborées ces dernières années afin de juguler l'augmentation importante de cette consommation, portée surtout par le secteur résidentiel. Dans une déclaration à la radio nationale, Yaïci a mis l'accent sur l'impact que pourrait avoir cette augmentation sur les capacités de l'Algérie à faire face à la demande des marchés internationaux sur cette ressource. Il a mis, également, en exergue, la pertinence de réduire la consommation interne de gaz dans le secteur résidentiel pour transférer ces capacités vers le secteur industriel, créateur de richesse et d'emplois.

Et afin de réduire la consommation interne, le directeur général du GEC'A a appelé «à travailler sur un mix énergétique qui associerait le gaz, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables». Ainsi, s'agissant d'efficacité énergétique, M. Yaïci a estimé qu'il était primordial de faire un effort en matière d'isolation thermique des habitations, et des équipements électrodomestiques.

Alors que concernant les énergies renouvelables (EnR), il a appelé à accélérer la cadence de leur déploiement, tout en saluant le lancement des programmes de stations photovoltaïques (Solar 1000 et le programme de 2000 MW). Il a souligné, dans ce sens, la possibilité d'opter, également, pour la solution de l'éolien ou encore de l'hydrogène vert. Le responsable a appelé, en outre, à l'augmentation de l'intégration local dans la réalisation des projets des EnR, en relevant le rôle que pourraient jouer les banques dans leur financement, pour peu qu'on trouve des formules «attractives» qui les encouragent à le faire.

ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR

Appel à  
«rentabiliser» la  
recherche  
scientifique

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a exhorté jeudi depuis Ghardaia, la communauté universitaire à "rentabiliser" la recherche scientifique en tant que levier du développement socioéconomique durable.

Intervenant lors d'une visite à l'unité de recherche en énergie renouvelable de Ghardaia, en compagnie du ministre de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Qualid, et des autorités locales, M. Baddari a appelé à "rentabiliser les travaux et projets de recherche à même de contribuer à la création de la richesse, de l'innovation et des opportunités d'emploi pour les jeunes".

"Ces recherches doivent constituer un soutien et un stimulant aux porteurs d'idées expérimentées pour se lancer dans l'entrepreneuriat et la création de nouvelles startups et entreprises dans divers domaines et métiers notamment les projets innovants et labélisés", a-t-il souligné.

De son côté, le ministre de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises a affirmé que "les pouvoirs publics ne ménagent aucun effort en vue de promouvoir la recherche scientifique, notamment l'Intelligence artificielle (IA) et de semer les graines de lacréativité et de l'innovation afin de permettre aux étudiants de s'ouvrir sur de nouveaux horizons". Yacine El-Mahdi Qualid a rappelé l'importance du digital et la numérisation avant d'annoncer la création de centres pour soutenir et développer l'entrepreneuriat, notamment à l'Université.

"Les pouvoirs publics œuvrent à améliorer la performance et la qualité scientifique, et à garantir des conditions d'étude appropriées, notamment à travers l'introduction de l'IA dans l'ensemble des structures universitaires", a-t-il souligné, ajoutant que "la numérisation de toutes les structures reste notre objectif".

Les deux membres du gouvernement ont mis en exergue, lors de l'inauguration de la maison de l'Intelligence artificielle (IA) sise à l'université de Ghardaia, l'importance de la vague d'innovation en matière d'IA que connaît les universités algériennes, qui, ont-ils soutenu, "peut transformer radicalement la gestion de ces établissements et leur fonctionnement".

Une croissance avérée est enregistrée en matière de création de startups et d'innovation dans la région de Ghardaia à même de contribuer à la création de la richesse et des opportunités d'emploi des jeunes, ont-ils relevé. Dans ce contexte, le ministre de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises a rappelé les initiatives et actions entreprises par l'Etat dans le domaine de la transition numérique dans tous ses aspects et les mesures de soutien aux porteurs d'idées pour se lancer dans l'entrepreneuriat notamment la formation des jeunes talents dans les métiers des TIC, la vulgarisation des avantages accordés par les dispositifs d'appui et financement pour la création d'une startup ou d'une micro-entreprise et les modalités d'obtention du label "Startup".

R E.

IL VISE UN CHIFFRE D’AFFAIRES DE 40 MILLIARDS DE DA  
À L'HORIZON 2027

Holding ACS affiche  
ses ambitions

Le Holding Algeria Chemical Specialities (ACS) affiche ses ambitions, et table sur un chiffre d’affaire de 40 milliards de DA à l’horizon 2027. Depuis l’adoption du son plan de développement en juin 2023 par le Conseil d’administration du Groupe, Holding ACS s’inscrit dans une nouvelle dynamique de croissance. En effet, après avoir enregistré une hausse de son chiffre d'affaires et adhéré au développement de l'industrie automobile, il s’oriente vers l'exportation.

Par S R/Agence

Le Président directeur général (P-dg) du Holding, Samir Yahiaoui, a fait savoir que le plan de développement stratégique d'ACS reposait sur la restructuration des portefeuilles du Holding et de ses filiales et le rééchelonnement de sa dette, conformément à une nouvelle politique d'investissement et une efficience organisationnelle.

Il a souligné, dans une déclaration à l'APS, que le plan était le couronnement d'études économiques approfondies, effectuées en 2022, des six secteurs d'activité du Holding. «Cette expertise économique a permis d'examiner les capacités des entreprises relevant du Holding par rapport aux marchés local et étranger, suite à quoi, nous avons mis en place une nouvelle stratégie qui prend en compte la tendance du marché, l'exportation, le client et l'augmentation du chiffre d'affaires», a-t-il soutenu, affirmant «nous commençons à récolter les fruits de cette stratégie».

Le Holding, rappelle le PDG, a réalisé un chiffre d'affaires estimé à 30 Mds de DA en 2023 après avoir réalisé en 2022 plus de 28 Mds de DA, soit une hausse de 20% (+5 Mds de DA)

par rapport à 2021, affirmant que ces chiffres devraient progresser à 34 Mds de DA en 2024 avec l'objectif d'atteindre 40 Mds de DA à l'horizon 2027.

«Parmi les premiers fruits de ce plan, figure l'accord de partenariat signé le 20 décembre dernier avec le groupe sénégalais +Procurement Management Consulting Engineerig+ (PMCE) en vue de commercialiser nos produits au Sénégal et dans des pays de l'Afrique de l'Ouest», a-t-il souligné, expliquant qu'il s'agissait d'un partenariat qui sera élargi fin 2024 avec la création d'une unité de production de peinture et de détergents.

Dans le même contexte, le PDG a indiqué que le Holding s'est également engagé à accompagner l'industrie automobile en Algérie en signant, le 10 décembre dernier, un accord avec la société internationale "SIGIT" spécialisée dans la fabrication de pièces de carrosseries en plastique et en caoutchouc pour les grands fabricants automobiles tels que Fiat, Skoda, Volkswagen et Geely.

Cet accord prévoit la création d'une société mixte pour la production de tous types de composants, et sera étendu prochainement aux do-

CRÉATION DE STARTUPS ET PROJETS INNOVANTS

Une véritable dynamique à la cité  
universitaire d’Oran

Les établissements de l'enseignement supérieur de la cité universitaire d'Oran enregistrent une dynamique, à la faveur de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel 12-75 portant reconversion des mémoires de fin d'études des étudiants en startups et projets innovants ouverts totalement sur l'économie locale et nationale.

En application de cet arrêté ministériel, différents établissements composant la cité universitaire d'Oran ont œuvré, durant l'année 2022-2023, à intensifier les opérations de sensibilisation sur cet arrêté, qui aborde une nouvelle approche permettant à l'université de jouer un autre rôle autre que l'enseignement et la recherche scientifique, avec une vision prospective vers un avenir d'entrepreneuriat et d'intelligence artificielle.

Selon le directeur de la Conférence régionale des universités de l'Ouest, Dr Ahmed Chaalal, l'université a connu « une véritable dynamique de reconversion, passant d'un établissement, dont la mission est de délivrer des diplômes universitaires aux étudiants à la recherche d'un emploi en une pépinière de base de production des compétences universitaires et transformer des idées innovantes en projets innovants et en projets de micro-entreprises et startups ». En plus de ses missions éducatives, cette université s'est préoccupée de la recherche scientifique et de la valorisation de ses résultats, en plus d'être liée à la vie économique en tant qu'université productive, qu'elle soit liée aux produits innovants ou aux services qu'elle rend à la société, a ajouté le même responsable. A la cité universitaire d'Oran, qui comprend huit établissements universitaires, 149 thèses de fin d'études en cycle Master ont été présentées durant cette

période dans le cadre de la décision 12-75 en vue de réaliser des projets innovants ou de créer des micro-entreprises et des startups. Il s'agit de 37 projets inscrits pour l'Université d'Oran1 « Ahmed Ben Bella », 24 pour l'Ecole nationale Polytechnique d'Oran « Maurice Audin », 21 pour l'Ecole supérieure d'Economie, 18 pour l'Université des Sciences et de la Technologies « Mohamed Boudiaf », 17 pour l'Université d'Oran2 « Mohamed Benahmed », 15 pour l'Ecole supérieure des Sciences Biologiques d'Oran et 14 pour l'Ecole supérieure d'Ingénieurs électriques et énergétiques d'Oran. Dans ce cadre, 59 demandes de brevet d'invention ont été enregistrés, dont 21 pour l'Ecole nationale Polytechnique, 15 pour l'Ecole supérieure des Sciences Biologiques d'Oran, 12 pour l'Université d'Oran1, 6 pour l'Université des Sciences et de la Technologie, 4 pour l'Université d'Oran2, et 1 pour l'Ecole supérieure d'Economie. Un « label de projet innovant » a été attribué à 14 projets innovants, dont 6 à l'Université des Sciences et de la Technologie, 5 à l'Ecole nationale Polytechnique, 1 à l'Université d'Oran1, 1 à l'Université d'Oran2 et une autre à l'Ecole supérieure des Sciences biologiques.

La même source a souligné : « Nous sommes actuellement dans la phase d'évaluation du travail colossal réalisé en moins d'un an et du lancement des campagnes de sensibilisation au profit des étudiants de Licence, notamment de première année, et d'orientation vers la création de projets innovants et de startups, voire vers l'entrepreneuriat classique ».

Et d'ajouter : « Après l'obtention de son diplôme, si le projet n'est pas terminé, nous donnerons à l'étudiant quelques mois supplémentaires à l'université pour l'achever à 100

maines de la peinture et du verre, étant donné que le Holding est également actif dans ces deux secteurs. M. Yahiaoui a souligné l'importance de cet accord, sachant que la société "SIGIT", en plus de transférer son expertise technologique et industrielle à la holding, «a apporté avec elle une liste de commandes pour plusieurs grandes marques telles que Fiat». Le PDG a affirmé, en outre, que l'année 2024 sera «l'année de l'exportation, de la conclusion d'accords et aussi l'occasion de donner une dimension internationale au groupe, notamment à travers la concrétisation du projet d'unité de production au Sénégal». Le groupe public compte dans son portefeuille 32 entreprises activant principalement dans l'industrie chimique, la gestion et la valorisation des déchets industriels dangereux et spéciaux, ainsi que trois participations dans d'autres entreprises, avec un effectif total de près de 8.600 travailleurs. Les principaux produits fabriqués par le groupe sont les matières plastiques, le papier et le carton, le verre, les détergents, les matériaux de maintenance, la peinture, les produits d'hygiène personnelle ainsi que le matériel médical (masques, vêtements et combinaisons médicales de protection).

%, et nous lui donnerons, ensuite, le statut d'étudiant-entrepreneur », notant que « le défi durant l'année universitaire en cours est d'inculquer ces idées aux étudiants dès les premières années, jusqu'à ce qu'ils commencent à réfléchir à des projets ». Il a, en outre, souligné le rôle fondamental joué par les professeurs dans la réussite de cette décision, car ils doivent s'engager plus efficacement, en plus d'œuvrer davantage à intensifier la relation de l'université avec le tissu économique et industriel oranais, sachant que certains projets doivent être mis en œuvre au sein des usines, des unités et des entreprises économiques, qui doivent être impliquées afin d'abriter et prendre en charge certains projets qui les intéressent.Par ailleurs, le premier objectif escompté, durant l'année universitaire en cours, est d'atteindre entre 70 et 80 étudiants susceptibles d'adhérer à cette démarche, particulièrement les étudiants des branches techniques, sans marginaliser, toutefois, les étudiants des filières littéraires, des langues, des sciences économiques, de droit et des sciences juridiques et autres, qui ont eux aussi eu des idées novatrices et « osées » pour la création de startups. S'agissant de l'incubation des entreprises universitaires, l'année qui vient de s'écouler a été exceptionnelle à Oran. A titre illustratif, l'incubateur de l'université d'Oran a accompagné, durant la même période, quelque 40 projets, également concrétisés, et ce dans diverses spécialités, notamment la pharmacologie, la technologie des connaissances, la biotechnologie, la chimie, ainsi que l'Intelligence artificielle (IA). Pour les objectifs fixés cette année, la même institution envisage de tripler ce nombre, a-t-on fait savoir de même source.

Synthèse R E.

LE MINISTRE DU COMMERCE REÇOIT LE PRÉSIDENT DU CREA

# L’approvisionnement du marché en ligne de mire

*L'approche du mois de Ramadhan sera sans aucun doute, un indicateur sur les procédures pour approvisionner le marché en produits, et vérifier in situ l'efficacité des mesures prises en ce sens. C'est dans cette optique que le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a présidé, une séance de travail avec le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), autour de l'approvisionnement du marché national et la promotion des exportations, ainsi que de la participation des opérateurs économiques algériens aux évènements internationaux, indique un communiqué du ministère.*

Par Reda Hadi

L'approvisionnement du marché suscite l'intervention de plusieurs acteurs, en outre le ministère de l'Agriculture. C'est sur instruction du Chef de l'Etat, que tout le monde est sur le pont. Alors, lors de cette réunion avec le CREA, le président de séance, en l'occurrence le ministre du Commerce, a pris connaissance de la concertation et du rapprochement de vues sur la feuille de route adoptée par le ministère pour l'année 2024, notamment sur l'approvisionnement du marché national, le réseau de distribution et les préparatifs en cours du mois de Ramadhan, en sus de l'accompagnement des opérateurs économiques producteurs dans le but de créer des filiales à leurs unités de production dans les différentes wilayas". A ce sujet, tous les économistes, s'accordent à dire, qu'au vu de notre production agricole, les mesures incitatives pour promouvoir les investissements, l'approvisionnement ne devrait en principe, ne pas trop connaître de grosses difficultés. Sauf que, que le terrain, la réalité est toute autre. Le point noir de l'approvisionnement reste la logistique, et le non ou mal application des règles édictées. Et de rappeler que les pouvoirs publics ont

pris de mesures sur le terrain dans le but de maîtriser le réseau de distribution des produits de large consommation. D'ailleurs, il faut citer l'élaboration du projet de décret exécutif définissant les marges bénéficiaires maximales des légumineuses, du riz et des autres produits alimentaires de large consommation. L'objectif de ce texte étant de mettre en place les mécanismes juridiques à mêmes de protéger le consommateur et de moraliser les pratiques commerciales en vue de maintenir l'approvisionnement régulier du marché. Dans ce cadre, le ministre a appelé les opérateurs économiques à exploiter les infrastructures des marchés régionaux de gros relevant de la société "Magros", afin qu'elles soient des plateformes de distribution pour assurer un approvisionnement équitable pour toutes les wilayas. Pour résumer, c'est la logistique qui est le point noir de l'approvisionnement en Algérie, et cela sans prendre en compte, les systèmes et filières mafieuses. Car il faut le reconnaître, que la situation du marché algérien, en proie à des perturbations récurrentes. Malgré le durcissement des lois pour réprimer le phénomène de la spéculation, les pénuries de certains produits de large

consommation reviennent de manière cyclique. «C'est donc toute la chaîne d'approvisionnement qui est à consolider, à commencer, par la diminution des intermédiaires, une plus grande maîtrise des moyens de transports, l'exploitation efficace des surfaces dédiées à ce secteur, ainsi que la collaboration des acteurs de la filière, d'une manière professionnelle, et cela accompagnés de manières assidues et impromptues des contrôles». Au sujet de la réunion du Ministère du commerce, il a été également abordé plusieurs axes ayant trait à la consolidation des exportations, de manière à contribuer à la réalisation des objectifs de développement et à consolider la place de l'Algérie sur le marché international, notamment africain, à mettre en place une feuille de route pour une participation efficace des opérateurs économiques algériens aux manifestations économiques internationales et à renforcer la présence algérienne. Au terme de la rencontre, le ministre a mis en avant l'importance d'associer toutes les organisations et associations professionnelles pour faire de l'année 2024 une année économique par excellence, en application des orientations du président de la République.

## FISCALITÉ

### Les principales mesures prévues par la LF 2024

La Direction générale des impôts (DGI) a communiqué, jeudi, les principales dispositions fiscales de la loi de Finances 2024 (LF) visant notamment, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, l'amélioration du climat des affaires, ainsi que l'octroi de facilitations fiscales en vue de soutenir l'investissement et les entreprises en activité. Dans un communiqué publié sur son site officiel, la DGI a énuméré les nouvelles mesures répondant à un objectif socio-économique et s'articulant autour de sept principaux axes, à savoir le soutien à l'investissement et à l'économie nationale, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, la mobilisation des ressources fiscales, la conformité fiscale et lutte contre la fraude, les facilitation et simplification des procédures, la numériques ainsi d'autres mesures introduites dans ce texte. Au titre de dispositions destinées à préserver le pouvoir d'achat, la DGI a évoqué l'exonération temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de certains produits de large consommation applicable jusqu'au 31 décembre 2024 et qui concerne l'importation et la vente de légumes secs et du riz, les fruits et légumes frais, les oeufs, le poulet de chair et la dinde produit localement, la farine courante et supérieure ainsi que la semoule. Aussi, le délai d'exonérations douanières et fiscales accordées aux importateurs/transformateurs de l'huile brute de soja a été prorogé au 31 décembre 2024, afin de garantir la disponibilité de l'huile alimentaire en quan-

tités suffisantes sur le marché intérieur. La DGI a mentionné également la révision à la baisse des tarifs du droit du timbre applicable aux passeports de 48 pages au profit des citoyens algériens résidents et non résidents. Dans l'objectif d'encourager l'accessibilité à l'internet, il a été décidé aussi la prorogation de l'exonération de la TVA accordée aux opérations portant sur la fourniture des services internet fixe, jusqu'au 31 décembre 2026, touchant les services de la location de la bande passante, d'hébergement de serveurs web, la conception et au développement des sites web, ainsi la maintenance et à l'assistance. Au titre de mesures fiscales de soutien à l'investissement et à l'économie nationale, la DGI a cité, entre autres, la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), la révision du taux de l'impôt forfaitaire unique (IFU), applicable aux auto-entrepreneur de 5% à 0,5%, l'exonération de l'IFU du chiffre d'affaires pour les activités de collecte et de vente de lait cru et l'élargissement du taux réduit de 9% de la TVA à la vente d'une nouvelle liste de déchets valorisés. Des incitations fiscales pour favoriser le développement du marché financier et boursier ont été également précisées dans le communiqué de la DGI, dont des exonérations de l'IBS ou de l'IRG des produits des actions et titres assimilés cotés en bourse. Des exonérations de l'IRG sont accordées aussi aux épargnants pour encourager l'épargne dans le cadre des programmes publics de logements. Afin de développer l'activité d'assurance

TAKAFUL, la LF 2024 a exclu de la base imposable à l'IBS les revenus provenant d'emploi d'instruments financiers, perçus par la société d'assurance, a fait savoir la DGI. La LF 2024 comprend également l'application d'un taux réduit de 9% en matière de TVA aux intrants destinés à l'élevage aquacole et une exonération de la taxe d'efficacité énergétique pour les opérations d'exportation certains produits énergétiques fabriqués localement. S'agissant des dispositions portant sur la mobilisation des ressources fiscales, la DGI a fait état de la révision à la hausse les taux de l'impôt complémentaire sur les bénéfices des sociétés de fabrication de tabacs et du tarif de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques de 37 à 50 dinars par paquet. Les recettes de la Caisse nationale des retraites (CNR) seront renforcées par la hausse de la contribution de solidarité de 2% à 5% sur les opérations d'importation de matières et des intrants servant dans la fabrication du tabac et l'institution de la taxe locale de solidarité (TLS), due à raison du chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de l'activité de transport par canalisation des hydrocarbures et les activités minières. Par ailleurs, la LF 2024 comprend un ensemble de dispositions visant à soutenir les collectivités locales, de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, ainsi que des facilités et des simplifications en matière de procédures de traitement des affaires contentieuses.

R E.

## TRITURATION DE GRAINES OLÉAGINEUSES À L'USINE KOUTAMA

### Les premiers essais «en avril prochain»

Le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, a indiqué, jeudi après-midi à Jijel, que les essais préliminaires de trituration de graines oléagineuses seront effectués en "avril prochain" à l'usine Koutama Agrifood de Taher pour permettre la commercialisation d'huile de table "dès juin 2024". Le ministre qui s'enquerra de l'avancement des travaux de réalisation de l'usine Koutama Agrifood, située dans la localité de Bazoul, dans la commune de Taher, a souligné, dans une déclaration à la presse, que les travaux "avançaient à un bon rythme, conformément aux délais et au planning convenus précédemment". M. Aoun a fait part du "grand intérêt" accordé à ce projet par les plus hautes autorités du pays, d'autant, a-t-il rappelé, que cette usine spécialisée dans l'activité de trituration des graines oléagineuses et la production des huiles et de tourteau, contribuera, une fois opérationnelle, à répondre aux besoins du marché national de l'huile de table. Au début de son exploitation, l'usine couvrira les besoins du marché national de l'huile de table à hauteur d'environ 20 %, et à hauteur de 70 à 80 % en ce qui concerne les aliments pour bétail avant de passer, dans une seconde phase, à l'exportation qui permettra au pays d'enranger des devises fortes, a ajouté, en substance, le ministre. Lors de l'inspection de l'entreprise publique économique Jumagro (basée à Taher également), spécialisée dans la transformation des fruits et légumes et de l'huile d'olive vierge, et dont les essais (concluants) de production d'huile d'olive vierge d'une capacité de 500 bouteilles/heure avaient été lancés début novembre dernier, M. Aoun a souligné la nécessité de faire fonctionner "dès que possible" le reste des lignes de production dédiées à production de jus de fruits et de confitures, à la congélation et au conditionnement de fruits et légumes afin, a-t-il dit, que l'usine puisse fonctionner "à pleine capacité". Le ministre a également indiqué que les différents projets inspectés lors de cette visite, qu'il s'agisse de projets achevés, comme le complexe Algerian Qatari Steel de Bellara, en cours de réalisation, à l'image de Koutama Agrifood, ou relancés, à l'exemple de Jumagro, donneront un surcroît de dynamisme économique à la wilaya de Jijel, en particulier, et à l'Algérie de façon générale, en termes de satisfaction des besoins du marché national en produits sidérurgiques et en huile de table, notamment, en parallèle à l'exportation et son apport de devises fortes, sans compter la création d'un nombre important d'emplois au profit des jeunes de la région.

R E.

SKIKDA  
Vers la  
réalisation, dès  
2024, de deux  
stations de  
dessalement  
d'eau de mer

La réalisation de deux stations de dessalement d'eau de mer sera entamée cette année (2024) dans les communes de Skikda et de Collo, ont indiqué, jeudi, les services de la wilaya de Skikda. Selon cette source, le wali de Skikda, Mme Houria Meddahi, a souligné, au cours d'une récente réunion de coordination consacrée à l'avancement des procédures technico-administratives liées au lancement de ces deux projets, inscrits en 2023, « l'importance des deux stations destinées, notamment, à satisfaire les besoins en eau de la population ». Les services de la wilaya ont ajouté que les deux projets visent à « améliorer l'approvisionnement en eau potable des citoyens » et à « fournir le précieux liquide aux secteurs stratégiques comme l'agriculture et l'industrie ». Le premier projet devant être réalisé « au cours du 1er trimestre de 2024 » dans la commune de Skikda, d'une capacité de 120.000 m3/jour, sera implanté sur un terrain de 4 hectares dans la zone de Larbi Ben-M'hidi. Le délai de construction de cet équipement est fixé, a-t-on encore précisé, à « 24 mois ». Une partie importante de l'eau dessalée sera destinée, dès la mise en service de la station, à satisfaire les besoins de la population de la wilaya en eau potable, et à mettre fin aux perturbations affectant un certain nombre de communes de la wilaya, et à approvisionner en eau la zone industrielle et le complexe Asmidal. La seconde usine de dessalement d'eau de mer, d'une capacité de 300.000 m3/jour, sera réalisée dans la commune de Collo où les procédures liées à la délimitation du terrain d'assiette du projet ont été finalisées, selon la même source qui a précisé que le terrain de 13 hectares choisi dans la région de Beni-Saïd appartient, en partie, à l'Etat et à des privés pour une autre partie. Une séance de travail sera organisée entre l'administration et les propriétaires terriens afin de trouver une solution amiable, ont fait savoir, à ce propos, les services de la wilaya, soulignant qu'en cas d'absence d'accord, les procédures d'expropriation seront engagées « pour utilité publique », conformément à la réglementation en vigueur.

## BISKRA La diversité offerte par le tourisme saharien, un autre facteur d'attractivité

*La wilaya de Biskra se singularise, en matière de tourisme saharien, par la grande diversité de l'offre et des activités proposées, faisant de cette région une destination touristique privilégiée, comme observé chaque année en hiver.*

La capitale de Ziban connaît, en effet, un afflux remarquable de touristes nationaux et étrangers pour lesquels elle organise des circuits de découverte et des itinéraires touristiques à la hauteur des atouts de la région de Biskra, considérée comme la porte du désert, a indiqué le directeur du tourisme, Abdelaziz Boubidi. Ce responsable a souligné que Biskra, qui devient, entre octobre et avril, une destination touristique par excellence, reçoit des dizaines de délégations de touristes de l'intérieur du pays, ainsi que de l'étranger. Il a estimé que la diversité des itinéraires touristiques dans cette wilaya, classé dans le plan national du tourisme comme une zone touristique par excellence, répond aux différentes attentes des visiteurs de par ses sentiers touristiques naturels, ses stations thermales, ses sites de montagne et ses oasis verdoyantes, en plus du tourisme rural, culturel et religieux. Les itinéraires proposés permettent des escales particulièrement appréciées, notamment par ceux qui les découvrent pour la première fois, à l'image du pont Romain et de la Dechra rouge, dans la commune d'El Kantara, à l'est de la wilaya. Les visiteurs aiment également à se promener, à camper et à se divertir dans les zones montagneuses des communes d'Ain Zaâtout et de Mchouneche, ainsi qu'à profiter des paysages naturels et des dunes de sable dans les communes d'El Hadjeb et d'Oumache, ou encore des oasis de palmiers dattiers à Tolga et au village de Fateh Okba boun Nafi' El Fihri dans la commune de Sidi Okba. Plusieurs sites historiques ne sont pas en reste, à l'exemple du musée régional Colonel Mohamed-Chabani de la Wilaya VI historique, témoin des sacrifices et de l'héroïsme des combattants de la liberté, lors de la Révolution. S'agissant des sites naturels et des « curiosités » urbaines, les touristes et les visiteurs de la ville

de Biskra prennent souvent quelques instants de repos dans le jardin Landon, un parc créé par le comte Albert Landon de Longeville, vers 1872, pour y acclimater différentes espèces végétales méditerranéennes et tropicales. L'on dit que le comte de Longeville a été impressionné par l'atmosphère des lieux, mais surtout par le climat qui l'aurait aidé à faire face à un asthme sévère. Bien d'autres lieux confirment la grande diversité des atouts touristiques des Ziban. Le plaisir de déambuler aux alentours du jet d'eau stylisé de Djenane El Baylek, un havre de beauté et de sérénité, ainsi que l'agrément que peut procurer une promenade dans les sites naturels et archéologiques en sont un parfait exemple. Les amoureux du beau, surtout lorsqu'ils penchent vers le « shopping utile », profitent de l'occasion de leur visite pour explorer des espaces d'activités commerciales, comme ces expositions parmi lesquelles le salon national de l'artisanat et des métiers régulièrement organisé par la chambre locale de l'artisanat. Le directeur de wilaya du tourisme a fait part de « nombreux indices de reprise du secteur », palpables depuis la fin de la pandémie de Covid-19, d'autant que Biskra dispose à l'heure actuelle de structures hôtelières, publiques et privées, offrant près de 3.000 lits, appuyées par une large disponibilité de moyens de transport et des dizaines d'agences de tourisme qui organisent des randonnées pédestres et des virées, en groupes, vers différents sites touristiques pour faire découvrir certaines richesses cachées, aussi bien à Biskra-ville que dans les autres agglomérations de la wilaya.

### Les stations thermales, l'autre destination favorite pour des milliers de touristes

Les stations thermales disséminées sur le territoire de la wilaya de Biskra, en particulier

Hammam Essalihine, sont également devenues une destination favorite pour des milliers de visiteurs qui s'y rendent pendant la période hivernale, individuellement, en famille et en groupes, tout au long de la semaine, histoire de profiter d'eaux chaudes indiquées pour le traitement naturel d'un certain nombre de maladies telles que l'arthrite, les rhumatismes, les maladies de la peau et les allergies, selon le directeur de wilaya du tourisme. Selon ce responsable, la wilaya de Biskra, où les structures d'accueil vouées au tourisme thermal se sont notablement développées, dispose de deux complexes touristiques thermaux, au chef-lieu de wilaya et dans la commune d'El Hadjeb. Des structures qui seront prochainement renforcées par l'ouverture de deux nouveaux complexes thermaux et d'un hôtel dédié au tourisme thermal, en cours de réalisation, pour porter la capacité d'accueil pour cette branche du tourisme à plus de 700 lits. Il convient de noter que l'augmentation de la demande en matière de tourisme, dans les régions des Ziban, devenues une destination touristique par excellence, coïncide avec l'expansion des investissements dans le domaine hôtelier, neuf (9) projets étant en cours de réalisation dans la wilaya pour s'ajouter aux quatre (4) structures récemment réceptionnées et aux deux (2) hôtels de statut privé devant être mis en service très prochainement, selon M. Boubidi. Une visite touristique dans la wilaya de Biskra ne serait pas, toutefois, tout-à-fait complète sans une escapade au marché aux dattes, ou sans une halte, même très courte, devant les marchands de dattes qui foisonnent au bord des routes, pour s'offrir une grappe de « Deglet Nour ». Si cette dernière variété, la « Deglet Nour » en l'occurrence, reste la reine incontestée de ce fruit et de nombreuses autres espèces, pas toujours aussi connues (mais non moins délicieuses), regorgent dans la région.

## VOIE FERRÉE HASSI MEFSOUKH-MOSTAGANEM Levée du gel sur le projet

Le gel du projet de la voie ferrée devant relier Oran et Mostaganem via la localité de Hassi Mefsoukh a été levé, ont indiqué jeudi les services de la wilaya de Mostaganem. La même source a fait savoir que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a tenu, récemment, une réunion avec les responsables de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANSERIF) et les directeurs de l'exécutif des secteurs concernés par ce projet, ainsi que les chefs des daïras de Mostaganem, Hassi Mameche, Aïn Nouissi et les P/APC de six communes de cette collectivité locale. Les responsables de l'ANSERIF ont annoncé la levée du gel sur ce projet prometteur susceptible de contribuer fortement à la dynamique de développement local et économique des wilayas d'Oran et de Mostaganem. Lors de la réunion, le wali a préconisé l'ins-

tallation de la base de vie sur un terrain implanté dans le territoire de la commune de Fornaka, instruisant les responsables des différentes administrations à coordonner leurs actions avec les responsables de l'ANSERIF pour lever toutes les réserves techniques et administratives concernant ce projet, selon la même source. Le premier responsable de l'Exécutif de la wilaya de Mostaganem a, en outre, chargé le directeur des Transports de superviser toutes les actions et opérations entreprises par les divers acteurs impliqués dans la concrétisation du projet, en insistant sur la nécessité d'accorder un intérêt particulier au tronçon devant relier la gare centrale, sise à Mostaganem-ville, et son port commercial. Suite à la présentation d'un exposé exhaustif sur l'avancement de l'application des mesures et des procédures techniques et administratives inhérentes à cette future voie ferrée, qui s'étend sur quelque 55 kilomètres, dont le projet est gelé depuis 2016,

M. Boudouh a fixé la date du 24 janvier en cours pour l'évaluation des démarches et des actions devant être initiées pour le lancement des travaux, a fait savoir la même source. A l'issue de la réunion, le wali a exhorté les responsables concernés à accélérer l'entame des travaux pour la livraison du projet dans un délai ne devant pas excéder les 30 mois et à accorder la priorité de recrutement aux enfants de la région et aux jeunes des localités situées à proximité du tracé de la future voie ferrée. Le wali avait, lors d'une précédente réunion qu'il avait présidée il y a un mois, donné des instructions fermes pour lever toutes les contraintes d'ordre technique et administratif pour la redynamisation du projet et l'adoption d'une méthodologie et d'un programme de travail rigoureux de toutes les actions futures devant marquer le processus de réalisation du projet, ont indiqué les services de la wilaya.

LA CROISSANCE SERA-T-ELLE AU RENDEZ-VOUS ?

# Les trois prochaines grandes économies

*L'Inde, l'Indonésie et l'Arabie saoudite partent à la conquête du monde extérieur, un pari qui n'est pas sans risques.*

**P**artout dans le monde, décideurs politiques et législateurs partagent une même préoccupation : comment rendre leur pays plus riche. Le problème, c'est que la voie de la prospérité semble de plus en plus ardue. L'économie mondiale est en pleine mutation, du fait de l'émergence de nouvelles technologies vertes et de la fragmentation des relations commerciales. Dans les pays déjà riches, l'État, après des décennies de rhétorique libre-échangiste, est de retour en force. Les gouvernements dépensent des centaines de milliards en aides aux industries qu'ils jugent stratégiquement importantes. Face à cette situation, les idées de croissance de nombreux pays en développement sont étonnamment ambitieuses. L'Inde et l'Indonésie espèrent devenir des pays à revenu élevé d'ici 25 ans. Mohammed Ben Salmane, le prince héritier d'Arabie saoudite, souhaite diversifier et développer son économie tout aussi rapidement. Il est intéressant de constater que ces plans sont davantage tournés vers l'extérieur que les anciennes stratégies de développement. Mais ils comportent aussi des pièges.

## Les vertus de l'ouverture nouvelle vers l'extérieur

À bien des égards, le monde en développement choisit de miser sur la mondialisation. L'Indonésie veut jouer un rôle plus important dans les chaînes d'approvisionnement vertes. Elle cherche à tout faire, de l'extraction et du raffinage du nickel à la construction de véhicules électriques fonctionnant avec ce minerai. Elle souhaite ensuite exporter

les produits finis vers le reste du monde. Les pays du Golfe veulent devenir des foyers attractifs pour les entreprises mondiales et s'ouvrent aux flux de personnes, de marchandises et d'argent. Narendra Modi envisage l'Inde comme un fabricant de haute technologie pour le monde entier, produisant des puces et des smartphones. Il s'agit là d'un changement bienvenu. Il y a moins de 50 ans, l'Inde espérait se développer en se fermant à l'économie mondiale. Cette approche s'est avérée un échec cuisant. Certains pensent encore que la demande intérieure de l'Inde pourrait porter sa croissance. Mais servir les marchés étrangers joue un rôle essentiel dans le développement. Cela permet aux entreprises de rester intègres, en les obligeant à être compétitives sur des marchés que leurs gouvernements ne contrôlent pas. Mais aussi d'atteindre la plus grande échelle possible. Enfin, les clients étrangers peuvent apprendre aux entreprises à mieux les servir. En Asie de l'Est, les performances à l'exportation ont également été un critère utile pour les décideurs politiques, car elles ont permis de déterminer quelles industries méritaient de continuer à être soutenues. Distorsions économiques à venir ? Néanmoins, les stratégies de développement d'aujourd'hui comportent également des dangers. Dans de nombreux pays, les gouvernements courent le risque de créer des distorsions de l'économie au nom de son développement. En Arabie saoudite, la politique industrielle offensive, principalement alimentée par des subventions issues son fonds souverain, le Public Investment Fund

(Fonds d'investissement public), dépasse même les dépenses de l'Inflation Reduction Act américain. Afin d'aider ses exportateurs à se développer, l'Inde cherche à protéger ses fabricants de haute technologie par des droits de douane et des subventions. L'Indonésie, qui a tout misé sur le nickel, est dangereusement exposée au cas où d'autres types de batteries s'imposeraient. Le nouveau zèle du monde riche pour le protectionnisme peut inciter les pays pauvres à suivre le mouvement. Pourtant, l'afflux de liquidités et la protection contre la concurrence étrangère empêchent de savoir si les paris d'un gouvernement en matière de développement sont payants. Un pari sur une technologie peut se solder par un échec si d'autres émergent.

## Comment parier sur le bon secteur ?

Certaines parties du monde en développement ont déjà payé cher pour apprendre ces leçons. Pendant la majeure partie des années 1960, les décideurs politiques africains ont eu les mêmes idées que ceux de l'Asie de l'Est, et le continent s'est développé aussi rapidement, jusqu'à ce que le choix des mauvais champions le fasse languir entre 1975 et 1985. C'est aujourd'hui la région la plus pauvre du monde. La sélection des gagnants est également plus difficile qu'il y a 60 ans. À l'époque, le choix portait sur la forme de fabrication à promouvoir. Une main-d'œuvre abondante et bon marché donnait un avantage aux pays pauvres. L'industrie manufacturière était le seul secteur dans lequel les pays pauvres s'amélioraient plus rapide-

ment que les pays riches. Aujourd'hui, cependant, les usines sont devenues plus gourmandes en capital. Bien que l'industrie manufacturière reste un moyen d'accroître la productivité d'un pays, il est moins certain qu'elle devienne l'avantage comparatif d'un pays pauvre. Il est donc encore plus difficile pour les décideurs politiques de repérer un bon secteur d'activité sur lequel placer leurs paris. Plutôt que de jouer avec l'argent du public, ils feraient mieux de ne pas le mettre sur la table.

## Enjeu majeur pour le monde entier

Après tout, il y a bien d'autres choses intéressantes à faire avec cet argent. L'État joue un rôle essentiel dans la fourniture de biens publics en investissant dans les infrastructures pour relier les régions entre elles, ou dans l'éducation pour améliorer les compétences des travailleurs. Cela peut encore favoriser certaines industries par rapport à d'autres. Mais si les économies restent ouvertes, au moins connaîtront-elles les règles et les avantages du commerce. Les enjeux sont considérables. Le monde en développement compte plus de 6 milliards d'habitants et certaines des démocraties les plus fragiles. Si la croissance n'est pas au rendez-vous, ces régions resteront pauvres plus longtemps. Ce serait non seulement une tragédie humaine, mais aussi une source potentielle d'instabilité politique. Pour l'éviter, le monde en développement doit faire preuve d'audace et résister à l'envie de s'entourer de murs.

Source : THE ECONOMIST

## OBLIGATIONS INDEXÉES SUR L'INFLATION

# Quand l'Etat se lie les mains par des menottes en or

**U**n titre de dette sur dix est rémunéré en fonction de l'inflation. Avec le retour de celle-ci, la facture grimpe : déjà 15 milliards d'euros en 2022. Loin d'être un enjeu purement technique, la question de ces titres mérite d'être mise à l'agenda et discutée dans le débat public compte tenu de leurs coûts pour les finances publiques et des risques spécifiques qu'elles présentent. Alors que l'inflation risque de durer et que les politiques monétaires des banques centrales renchérissent les emprunts, il est urgent de mettre fin à l'émission de ces titres. 15 milliards d'euros. Il s'agit du surcoût en 2022 de la charge de la dette résultant de la décision du gouvernement d'indexer une part des obligations souveraines sur l'inflation. Cette dernière ayant fortement augmenté à partir du printemps 2022, les intérêts de la dette qui y étaient indexés ont également bondi. Une sacrée facture qui représente plus d'un an de budget du ministère de la Justice. Pour se financer, un État dispose schématiquement de trois options : le recours à la création monétaire par la Banque centrale, la hausse des impôts ou le recours à l'endettement sur les marchés financiers. Néanmoins, en zone euro, la création mo-

nétaire pour financer des dépenses publiques par la BCE (ou une banque centrale nationale) est prohibée par l'article 123 du Traité sur le fonctionnement de l'UE. Le principe d'indépendance de la BCE vis-à-vis du pouvoir politique est la matérialisation de ce principe structurant du droit de l'Union européenne. Le recours aux hausses d'impôts est lui souvent écarté, au nom de l'incitation au travail et du pouvoir d'achat des ménages. L'unique option restante est alors l'endettement, en émettant des titres sur les marchés financiers dont la maturité peut aller de 2 à 50 ans. Depuis la libéralisation des marchés financiers entamée dans les années 1980, les États ont eu de plus en plus recours à ce mode de financement. Pour lever des fonds sur les marchés financiers, la France dispose d'une institution autonome appelée « Agence française du Trésor » (AFT). Celle-ci a pour mission principale d'emprunter au nom et pour le compte de l'État français en émettant des obligations assimilables aux trésors (OAT) achetées par de multiples créanciers (banques, fonds de pension, compagnies d'assurance, États étrangers, particuliers...) pour une certaine durée, appelée maturité de l'obliga-

tion, et en échange d'une contrepartie financière annuelle, appelée coupon de l'obligation. L'objectif des OATi est de protéger les créanciers de l'État de potentielles pertes suite à l'inflation. Les obligations souveraines indexées sur l'inflation (OATI), qui sont une forme d'OAT, ont une spécificité notable : le taux d'intérêt versé par l'État à ses créanciers, ainsi que le principal de l'obligation (montant apporté par le créancier) vont augmenter proportionnellement au taux d'inflation. Si, par exemple, le taux d'inflation augmente de 6% alors le principal de l'obligation et le taux d'intérêt versé vont également s'accroître de 6% et inversement si l'inflation reflue. A première vue, un titre de ce type est une bizarrerie : l'inflation permet en effet de rogner le rendement des créanciers, étant donné que la valeur réelle d'une obligation classique est dépréciée par la hausse des prix. L'objectif des OATi est donc de protéger les créanciers de l'État de potentielles pertes suite à l'inflation. Un mécanisme profitable pour les investisseurs donc, mais coûteux pour l'État. Dès lors, pourquoi avoir créé un tel système ?

## Pourquoi protéger les investisseurs contre l'inflation ?

Les premières OATi ont été émises au Royaume Uni sous l'ère Thatcher, avant d'essaimer dans d'autres pays de l'OCDE (en 1998 pour la France). Au départ, Thatcher s'était opposée à l'émission d'OATi par crainte que les syndicats demandent aussi une telle indexation pour les salaires. Hostiles aux revendications sociales, elle justifiait ce refus par le fait que l'indexation des salaires sur l'inflation entraînait une spirale auto-entretenu de hausse des salaires et des prix, appelée « boucle prix-salaires ». Au nom de la compétitivité-prix, il fallait donc désindexer les salaires afin de casser cette spirale. En France, cette décision fut prise en 1983, dans le cadre du « tournant de la rigueur » pris par le gouvernement socialiste de François Mitterrand. Pour justifier d'accorder aux investisseurs ce que les libéraux refusent aux salariés, à savoir la protection de leurs revenus, les promoteurs des OATi mettent en avant un argument contre-intuitif : cette indexation permettrait de faire baisser le coût de la dette !

Source : LVSL.FR

AFIN DE FINANCER LA  
CONNEXION  
ÉLECTRIQUE AVEC LA  
GRÈCE

**L’Egypte  
négocie  
1,2 milliard  
d’euros avec  
les banques  
européennes**

Un responsable gouvernemental a déclaré que l’Égypte avait commencé à nouer des contacts avec plusieurs banques européennes, notamment la Banque européenne d’investissement, pour obtenir un financement d’une valeur de 1,2 milliard d’euros, afin de mettre en œuvre le projet d’interconnexion électrique maritime avec la Grèce, qui devrait devenir le noyau des exportations d’électricité. en Europe.

**J.P. Morgan exclut  
l’Égypte de son indice des  
obligations d’État des  
marchés émergents**

Le responsable, cité par l’Agence de presse du monde arabe (AWP), a ajouté que le ministère égyptien de l’électricité, en coopération avec l’un des bureaux de conseil, a achevé la préparation des études techniques et de faisabilité. pour le projet d’interconnexion, et entend les soumettre aux banques lors des négociations pour obtenir un financement. Le coût total du projet, selon les estimations préliminaires, est de 2,4 milliards d’euros.

Le responsable gouvernemental a poursuivi : "On s’attend à ce que les négociations soient achevées d’ici le milieu de cette année, et une fois le financement obtenu, des mesures exécutives seront prises dans le cadre du projet avec la Grèce". L’Égypte et la Grèce ont signé un protocole d’accord en octobre 2021 pour étudier la mise en place du projet d’interconnexion électrique, qui s’étend au marché unique de l’Union européenne, après que l’Égypte, la Grèce et Chypre aient signé un accord-cadre pour le projet en marge d’un sommet tripartite en 2019. Le projet d’interconnexion électrique consiste en un câble sous-marin de plus de 1 600 kilomètres de long s’étendant de l’Égypte à la Grèce et à Chypre, à une profondeur de 3000 mètres.

EN RAISON DES INQUIÉTODES ET PERTURBATIONS PROLONGÉES  
EN MER ROUGE

## Les tarifs des conteneurs montent en flèche

*Les tarifs de transport de conteneurs sur les principales routes mondiales ont grimpé cette semaine. Les frappes aériennes américaines et britanniques sur le Yémen attisant les craintes d’une perturbation prolongée du commerce mondial en mer Rouge, l’une des routes les plus fréquentées au monde.*

Des avions de guerre, des navires et des sous-marins américains et britanniques ont lancé des dizaines de frappes à travers le Yémen dans la nuit en représailles aux Houthis pour leurs attaques contre les navires israéliens de la mer Rouge, élargissant ainsi le conflit régional suite à l’agression israélienne à Gaza. La plupart des porte-conteneurs évitent le canal de Suez, un raccourci entre l’Asie et l’Europe pour près d’un tiers du fret des porte-conteneurs. La dernière escalade a alimenté les inquiétudes selon lesquelles les pétroliers et les vraquiers qui transportent des produits vitaux comme les céréales pourraient également éviter ce raccourci, risquant ainsi une nouvelle vague d’inflation mondiale. L’indice de référence du fret conteneurisé de Shanghai a augmenté de plus de 16 % d’une semaine à l’autre pour atteindre 2 206 points. L’indice, qui mesure les tarifs « spot » hors contrat pour les expéditions de conteneurs en provenance des ports chinois, a gagné 114 % depuis la mi-décembre.

Les tarifs sur la route Shanghai-Europe ont augmenté de 8,1% à 3 103 dollars par conteneur de 20 pieds vendredi dernier par rapport à la semaine précédente, tandis que les tarifs pour les conteneurs vers la côte ouest des États-Unis, non affectée, ont grimpé de 43,2% à 3 974 dollars par conte-

neur de 40 pieds par semaine, a déclaré le courtier maritime Clarksons.

"Plus cette crise durera, plus elle perturbera le transport maritime de fret à travers le monde et les coûts continueront d’augmenter", a déclaré Peter Sand, analyste en chef de la plateforme de fret Xeneta.

« Nous envisageons des mois plutôt que des semaines ou des jours avant que cette crise ne parvienne à une quelconque résolution », a-t-il déclaré, faisant référence au conflit croissant.

Les principaux armateurs de porte-conteneurs tels que Maersk et Hapag-Lloyd ont réorienté leurs navires à destination du canal de Suez vers la route plus longue à savoir le cap de Bonne-Espérance. Cela a perturbé les horaires complexes des navires, retardé les marchandises et fait grimper considérablement les coûts d’expédition. Les principaux importateurs signalent déjà les conséquences de la crise de la mer Rouge.

Tesla a annoncé qu’elle suspendrait temporairement la plupart de la production automobile dans son usine près de Berlin après que des détournements liés à la mer Rouge aient entraîné un manque de composants. Le vendeur mondial de meubles IKEA a également mis en garde contre d’éventuels retards de livraison.

"Le prix d’une vaste gamme de biens menace de remonter à nouveau", a déclaré Su-

sannah Streeter, responsable de la monnaie et des marchés chez Hargreaves Lansdown.

Le réacheminement d’un navire autour de l’Afrique ajoute environ 2 millions de dollars en coûts de carburant pour chaque aller-retour Asie-Europe du Nord. Les transporteurs récupèrent cette somme et mettent en place d’autres suppléments. Les exploitants de porte-conteneurs recadreront leurs navires vers les voies commerciales européennes et méditerranéennes les plus touchées pour compenser les temps de navigation plus longs sur les navires dérivés. Cela réduit l’espace disponible sur les navires pour les marchandises circulant sur les routes transpacifiques et Nord-Sud et entraîne une hausse des coûts sur ces routes commerciales, a déclaré Nokta, analyste chez Jefferies.

Dans le même temps, des clients ont déclaré à Reuters que les opérateurs de navires évaluent les espaces à des tarifs contractuels moins chers et forcent une partie de leurs expéditions vers le marché au comptant, plus cher.

Pendant ce temps, l’indice du fret conteneurisé chinois a connu sa plus forte hausse jamais enregistrée, tant en valeur nominale qu’en pourcentage. Le CCFI, qui mesure à la fois les contrats spot et réguliers, a bondi de 21,7% pour atteindre 1.140 points, a indiqué Nokta.

3 RAISONS POUR LESQUELLES L’OR VA ENCORE AUGMENTER EN 2024

## Le métal jaune a réalisé des gains de 13% en 2023

De nombreux analystes pensent que l’or continuera à augmenter au cours de la période à venir, malgré des niveaux records récemment enregistrés, des prix sans précédent et une stabilisation au-dessus du niveau de 2000 dollars l’once pendant une période relativement longue, depuis la fin de l’année dernière. Un rapport publié par le site Internet Oil Price indique qu’il existe 3 facteurs qui laissent croire que l’or continuera à augmenter au cours de la période à venir, malgré le fait qu’il ait terminé sa meilleure année depuis 2020 en réalisant des gains de 13 % au cours de l’année 2023, et s’apprête à atteindre de nouveaux records cette année.

Quant aux trois facteurs évoqués dans le rapport, le premier est que les banques centrales du monde entier ont considérablement augmenté leurs achats d’or, ce qui indique une forte demande pour ce métal précieux.

Le deuxième facteur qui stimule l’or est que la réorientation attendue de la Fed vers des taux d’intérêt plus bas en 2024 est susceptible de soutenir les prix du métal jaune.

Le troisième facteur est « janvier », car le premier mois de chaque année est histori-

quement un mois approprié pour l’or, car le rééquilibrage des portefeuilles et la nouvelle année contribuent à accroître la demande d’or et à augmenter ses prix en conséquence.

Le rapport indique que l’or a été confronté à des vents contraires importants pendant la majeure partie de 2023 en raison de la force du dollar et de l’environnement de taux d’intérêt élevés, mais alors que les marchés ont commencé à anticiper la fin de la bataille contre l’inflation menée par la Banque fédérale de réserve aux États-Unis, l’or a augmenté au cours du quatrième trimestre et a terminé l’année 2023 avec des gains significatifs.

L’or a atteint un nouveau record début décembre, atteignant un peu plus de 2 125 dollars l’once, mais il n’a pas été en mesure de maintenir ces sommets.

« Après une performance étonnamment solide en 2023, nous assisterons à de nouvelles hausses de prix en 2024, portées par un trio de hedge funds poursuivant leur élan, les banques centrales continuant d’acheter de l’or physique à un rythme soutenu, ainsi que la demande renouvelée d’Ole Hansen de Saxo Bank, des investisseurs en ETF.

Au cours des trois premiers trimestres de 2023, les banques centrales ont acheté un montant net de 800 tonnes d’or. Cela représente une augmentation de 14 % par rapport à la même période en 2022, année record remontant à 1950.

Le site Internet Oil Price affirme que rien n’indique que les achats d’or par les banques centrales diminueront au cours de la nouvelle année, et selon une étude du World Gold Council du printemps dernier, 24 % des banques centrales mondiales ont indiqué qu’elles prévoient d’ajouter davantage d’or à leurs réserves au cours des 12 prochains mois.

Hansen affirme que des prix plus élevés, combinés à l’attente d’un environnement de taux d’intérêt bas, pourraient également attirer à nouveau certains investisseurs institutionnels vers l’or.

En outre, l’or bénéficie d’un fort croissant à l’aube de la nouvelle année, et janvier est considéré comme un mois historiquement bon pour l’or.

Selon les données du World Gold Council, depuis 1971, l’or a réalisé un rendement moyen de 1,79 % en janvier de chaque année, soit près de trois fois la moyenne mensuelle à long terme.

CÔTE D'IVOIRE, CAMEROUN, NIGERIA

# La fièvre des « cryptos » a repris de plus belle

*Le Nigeria, le Cameroun et la Côte d'Ivoire sont les 3 champions du monde des recherches Google sur le mot "crypto" au cours des 7 derniers jours. Entre monnaies dévaluées ou instables et opportunités d'investissement dans un contexte de régulations dynamiques, les cryptomonnaies recommencent à passionner.*

Le Nigeria, le Cameroun et la Côte d'Ivoire se sont distingués au niveau mondial, occupant les trois premières places concernant les recherches de mots à la racine « crypto » au cours des 7 derniers jours, apprend-on des données sur les tendances des requêtes d'informations fournies par Google. Si le Nigeria est historiquement le pays d'Afrique où les cryptomonnaies sont les plus installées dans les habitudes, le Cameroun et la Côte d'Ivoire sont nouveaux à ce niveau du classement. Cette intensification des recherches sur Google concernant les cryptomonnaies dans les trois pays, coïncide avec une évolution majeure dans ce domaine. Le régulateur américain des marchés financiers (SEC) a donné sa permission aux investisseurs d'intégrer le Bitcoin dans leurs plans d'épargne. Cette décision va naturellement impacter le marché mondial des cryptomonnaies, et pourrait potentiellement influencer les dynamiques en Afrique. Bien que les cryptomonnaies ne soient pas strictement réglementées dans les

zones CEMAC et UEMOA, elles ne sont pas interdites non plus. Les autorités des deux sous-régions ont seulement émis des avertissements, incitant les épargnants à la prudence. Au Cameroun et en Côte d'Ivoire, le nombre cumulé de personnes utilisant ou détenant des bitcoins atteignait 1,4 million, selon un rapport publié en décembre 2022 par le think tank marocain Policy Center of the New South. Les deux pays comptent désormais des pourvoyeurs de services sur les cryptomonnaies. Un exemple notoire est Ejara, une startup de transactions de Bitcoins fondée par des Camerounais, qui en 2022 a levé 8 millions \$, selon le journal des transactions financières privées en Afrique mis à jour par l'Agence Ecofin. Cela dit, l'intérêt pour les cryptomonnaies et cryptoactifs continuera d'évoluer en fonction des contextes nationaux. Le Nigeria, confronté à une volatilité et une dévaluation de sa monnaie nationale, voit une hausse de l'intérêt pour les cryptomonnaies qui pourraient servir d'actif refuge face à l'inflation et la volatilité du

naira. En revanche, dans les deux pays francophones qui bénéficient d'une monnaie stable, le Bitcoin attire principalement une jeunesse en quête de gains rapides. La valorisation globale actuelle des cryptomonnaies (1748 milliards \$ au 12 janvier 2024), dominée à 52% par le Bitcoin, ne cesse de croître depuis son niveau le plus bas atteint en décembre 2022 (780 milliards \$). La progression actuelle, loin d'être spontanée, est le fait du soutien actif de gros gestionnaires de fonds mondiaux comme l'américain BlackRock qui a contribué à introduire plus de sérénité dans le secteur. Ce regain d'intérêt constaté au Nigeria, au Cameroun et en Côte d'Ivoire signale peut-être une nouvelle phase dans l'évolution des cryptomonnaies sur le continent. Il faudra alors continuer de surveiller les avancées de la régulation dans les pays concernés et évaluer l'impact de ces nouveaux produits financiers dans les différentes stratégies monétaires et de luttes contre la criminalité financière.

USA

**Conclusion d'un accord préliminaire avec l'Afrique sur la reconduction du programme AGOA pour 10 ans**

Plusieurs responsables américains, dont la représentante adjointe pour le commerce extérieur chargée des affaires africaines, ont plaidé ces derniers mois pour la révision du programme AGOA ou son remplacement par un nouvel accord commercial. Les Etats-Unis et les pays d'Afrique subsaharienne ont conclu un accord préliminaire sur la prorogation du programme AGOA (African Growth and Opportunity Act), un régime de préférences commerciales accordé depuis l'an 2000 par les Etats-Unis à la région, pour une décennie supplémentaire, a annoncé le ministre sud-africain du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, Ebrahim Patel, ce vendredi 12 janvier 2024.

« Nous sommes parvenus à un large accord sur la nécessité de prolonger le programme AGOA de dix ans, sous réserve de l'approbation du Congrès américain », a-t-il déclaré lors d'un forum commercial organisé en marge de la conférence politique annuelle du Congrès national africain (ANC, parti au pouvoir). Lancé en mai 2000, le programme AGOA permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter plus de 1700 produits vers les Etats-Unis sans payer de droits de douane. Chaque année, Washington actualise la liste des pays éligibles à l'AGO, en fonction notamment de leur attachement à l'économie du marché, au respect de l'Etat de droit et aux politiques de lutte contre la pauvreté. Le dispositif prend aussi en considération les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés. Plusieurs responsables américains, dont la représentante adjointe pour le commerce extérieur chargée des affaires africaines, Constance Hamilton, avaient plaidé ces derniers mois pour la révision des critères d'éligibilité au régime de préférences commerciales ou par son remplacement par un nouvel accord commercial.

COOPÉRATION

## Le Sénégal et la Mauritanie renforcent leur coopération bilatérale

Le Sénégal et la Mauritanie partagent une frontière fluviale de 800 kilomètres. Celle-ci avait longtemps été source de conflit mais, ces litiges ont été gérés et réglés notamment via le développement de projets communs aux enjeux économiques importants. Le Sénégal et la Mauri-

tanie conviennent de renforcer leurs relations bilatérales. Cette volonté s'est manifestée à l'occasion de la visite officielle de 48 heures du président sénégalais, Macky Sall, en Mauritanie à l'invitation de son homologue, Mouhamed Ould Cheikh El Ghazouani. Les autorités sénégalaises in-

diquent que cette visite « s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations sécuritaires d'amitié et de coopération entre le Sénégal et la Mauritanie ». Selon des médias locaux, les échanges entre les deux dirigeants ont essentiellement porté sur les relations économiques et com-

merciales, notamment le partage du champ gazier GTA, le pont de Rosso, ainsi que sur leurs accords de pêche. Ces projets seraient « très avancés dans leur exécution ». Le président sénégalais a par ailleurs inauguré la nouvelle ambassade du Sénégal en Mauritanie.

BASÉ SUR UNE « APPROCHE NON-PRÉDATRICE »

## Le Parlement italien approuve un vaste programme de partenariat avec l'Afrique

Axé sur des investissements et des partenariats dans plusieurs secteurs, le « Plan Mattei pour l'Afrique » sera au centre des discussions lors du Sommet Italie-Afrique, prévu fin janvier 2024. La chambre basse du Parlement italien a approuvé le mercredi 10 janvier, le décret-loi relatif à un vaste « programme d'investissements et de partenariats » destiné à stimuler le développement du continent africain pour freiner les flux migratoires vers l'Europe, tout en sécurisant l'approvisionnement de l'Union européenne (UE) en énergie. Connu sous l'appellation de « Plan Mattei pour l'Afrique », du nom du fonda-

teur du groupe énergétique italien ENI, Enrico Mattei, ce plan a été adopté par la Camera dei deputati (Chambre des députés) avec 169 voix pour, 119 contre et 3 abstentions. Le décret-loi, qui a été adopté par le Sénat en décembre dernier, doit désormais être promulgué par le président du Conseil des ministres. Selon les médias italiens, le plan dont la durée s'étalera sur quatre années renouvelables sera structuré selon des domaines d'intervention tels que les partenariats dans le domaine de l'énergie, la promotion des exportations et des investissements, l'éducation et la formation, la santé, la sécurité alimentaire,

l'exploitation durable des ressources naturelles, la protection de l'environnement, le renforcement des infrastructures, la prévention de l'immigration irrégulière et la gestion des flux migratoires légaux. L'objectif est à la fois de sécuriser l'approvisionnement de l'UE en produits énergétiques et d'accélérer le développement des pays africains pour freiner les flux migratoires vers le Vieux Continent. A la tribune de l'ONU, la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, avait présenté en septembre 2023 son plan comme « une alternative sérieuse au phénomène de migration de masse ». Elle a récemment annoncé que le Plan

Mattei pour l'Afrique se base sur une approche qui rompt avec « l'attitude prédatrice » à l'égard de l'Afrique. Ce qui a jusqu'ici animé plusieurs grandes puissances européennes. « Jusqu'à présent, une certaine approche paternaliste et prédatrice n'a pas fonctionné. Ce qu'il faut faire en Afrique, ce n'est pas de la charité, mais des partenariats stratégiques d'égal à égal », a-t-elle déclaré, lors d'une conférence de presse, sans plus de précision. Les détails du Plan Mattei devraient être dévoilés lors du Sommet Italie-Afrique qui se tiendra les 28 et 29 janvier 2024 à Rome.

FRANCE

Le CAC 40 gagne 0,60% cette semaine

Les marchés européens ont clôturé sur une note favorable en dépit de résultats bancaires mitigés aux Etats-Unis. La saison des résultats est désormais lancée outre-Atlantique. A Paris, Airbus a enregistré l'une des plus fortes hausses du CAC 40 grâce au dépassement de son objectif de livraisons en 2023.

Le CAC 40 a gagné 1,05% à 7465,14 points, permettant à l'indice phare de la place parisienne de progresser de 0,60% cette semaine. L'EuroStoxx50 s'est adjugé 0,76% à 4476,18 points. Le pétrole a progressé après les frappes contre les Houthis. Société britannique de luxe, Burberry (-5,51% à 1285 pence) a fini en tant que lanterne rouge de l'indice FTSE 100 après avoir signalé ce matin que ses résultats annuels seraient inférieurs à ses prévisions précédentes. Un nouveau ralentissement de la demande en produits de luxe a affecté les ventes du groupe au cours des 13 dernières semaines précédant le 30 décembre. Dans son sillage, les autres valeurs du luxe reculent : Kering (-1,71%) et LVMH (-1,44%) occupent la dernière et l'avant dernière place de l'indice CAC 40. Après deux séances en territoire négatif, Vinci a avancé de 1,9% à 116,68 euros

sur la place parisienne. Le groupe de concessions et de travaux publics a indiqué dans un communiqué que son cash-flow libre en 2023 devrait avoir dépassé le niveau atteint l'année précédente, soit 5,4 milliards d'euros, pour s'établir à un nouveau record. Le groupe anticipait auparavant un cash-flow libre annuel d'au moins 4,5 milliards d'euros. "Il s'agit clairement d'une bonne nouvelle à l'heure où l'endettement des sociétés est particulièrement scruté", relève Invest Securities. Airbus a affiché l'une des plus fortes hausses de l'indice CAC 40 gagnant 3,7% à 149,2 euros après avoir dépassé ses prévisions de livraisons d'avions sur l'année 2023. Hier, lors d'un point sur son activité commerciale, le constructeur aéronautique a indiqué en avoir livré 735 à 87 clients contre 720 prévus, soit une augmentation de 11% par rapport à 2022. Le groupe a déclaré avoir

livré 112 avions commerciaux à 51 clients au mois de décembre dernier. En parallèle, 2319 commandes brutes et 2 094 commandes nettes ont été enregistrées en 2023.

Les chiffres macroéconomiques du jour

Les dépenses de consommation des ménages en biens sont reparties à la hausse en novembre, a indiqué l'Insee. Elles ont progressé de 0,7% en volume après un repli de 0,9% en octobre 2023. Les dépenses de consommation étaient anticipées en repli de 0,1%, selon le consensus Reuters. Cette augmentation s'explique par un rebond de la consommation d'énergie (en hausse de 1,4% après un recul de 3% en octobre 2023) et par une nouvelle hausse de la consommation de biens fabriqués (+1%

après +0,4% en octobre 2023). La consommation alimentaire est en revanche stable. En décembre 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) rebondit légèrement sur un mois : +0,1 %, après 0,2 % en novembre, selon des données fournies par l'Insee ce vendredi. Cette hausse est essentiellement portée par le rebond des prix des services (+0,6 % après 0,3 %), notamment ceux des transports (+6,0 % après 5,9 %). Les prix de l'alimentation et du tabac sont stables sur un mois (après respectivement +0,4 % et 0,0 % en novembre). Les prix à la production core ont augmenté de 1,8% en décembre en rythme annuel aux Etats-Unis alors qu'ils étaient anticipés en hausse de 1,9%. Ils avaient augmenté de 2% en novembre. En rythme mensuel, ils sont stables après un consensus de +0,2%.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street hésitante, entre résultats des banques et inflation

La Bourse de New York a fini vendredi en ordre dispersé et sur de faibles variations, partagée entre les résultats mitigés des grandes banques américaines et un indicateur d'inflation renforçant l'hypothèse d'une prochaine baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale. L'indice Dow Jones a perdu 0,31%, ou 118,04 points, à 37.592,98 points. Le S&P-500, plus large, a grignoté 3,59 points, soit 0,08%, à 4.783.83 points. Le Nasdaq Composite a fini quasiment stable avec un gain de 2,58 points (0,02%) à 14.972,76 points. Sur la semaine, le S&P-500 a réalisé sa meilleure performance hebdomadaire depuis mi-décembre avec un gain de 1,84% tandis que le Dow a pour sa part progressé de 0,34% et le Nasdaq de 3,09%, sa plus forte hausse depuis début novembre. Les grandes banques de Wall Street ont donné vendredi le coup d'envoi de la saison des résultats d'entreprises et leurs publications

ont été marquées par une baisse des bénéfices au quatrième trimestre, voire une perte pour Citigroup, en raison notamment de charges exceptionnelles liées au renflouement du fonds fédéral de garantie des dépôts sérieusement tari après plusieurs faillites d'établissements de taille intermédiaire l'an dernier. Si leurs dirigeants se sont montrés optimistes sur la solidité de l'économie américaine, ces grandes banques risquent aussi de devoir affronter un environnement moins favorable à leurs revenus dès cette année avec la baisse attendue des taux d'intérêt de la Fed. L'hypothèse d'un tel assouplissement monétaire s'est renforcée après l'annonce ce vendredi d'un recul inattendu des prix à la production sur un mois en décembre aux Etats-Unis. JPMorgan a fini en recul de 0,73% malgré un bénéfice annuel record, Bank of America de 3,34%. Citigroup, qui a annoncé la suppression de

20.000 emplois, soit environ 8% de ses effectifs, au cours des deux prochaines années, s'est illustrée avec un gain de 1,04%. L'indice Dow Jones a surtout été pénalisé par le recul de 3,37% du titre UnitedHealth, l'assureur santé ayant annoncé des coûts plus élevés que prévu en matière de remboursements de soins malgré un chiffre d'affaires et un bénéfice supérieurs aux attentes au quatrième trimestre. La compagnie aérienne Delta Air Lines a chuté de 8,97% après un avertissement sur son bénéfice. Hors actualité des résultats, Tesla a perdu 3,67% après avoir abaissé le prix de certains de ses modèles en Chine. Le constructeur de voitures électriques va en outre suspendre l'essentiel de sa production dans son usine près de Berlin du 29 janvier au 11 février en raison d'une pénurie de pièces due aux perturbations dans le trafic maritime liées aux attaques contre des navires en mer Rouge.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Janvier 2024

Valeur : 15 Janvier 2024

| BASE | DEVISES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| 1    | USD     | US DOLLAR           |  | 134.2741    | 134.2891    |
| 1    | EUR     | EURO                |  | 147.3793    | 147.4494    |
| 1    | GBP     | POUND STERLING      |  | 171.3554    | 171.4402    |
| 100  | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 92.3290     | 92.3711     |
| 1    | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 18.7487     | 18.7510     |
| 1    | CHF     | SWISS FRANC         |  | 157.8210    | 157.9129    |
| 1    | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 100.4519    | 100.4932    |
| 1    | DKK     | DANISH KRONE        |  | 19.7648     | 19.7699     |
| 1    | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 13.1498     | 13.1549     |
| 1    | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 12.9925     | 12.9985     |
| 1    | AED     | UAE DIRHAM          |  | 36.5581     | 36.5641     |
| 1    | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 35.8036     | 35.8095     |
| 1    | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 436.8058    | 436.9967    |
| 1    | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 43.1460     | 43.5796     |
| 1    | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.4771     | 13.4786     |
| 1    | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 27.8739     | 28.0166     |
| 1    | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.5354      | 3.5358      |
| 1    | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 179.4103    | 179.4103    |

Meilleure semaine en près de deux ans à Tokyo, l'Europe vise l'équilibre

La Bourse de Tokyo a de nouveau nettement progressé vendredi, achevant sa meilleure semaine depuis mars 2022, tandis que les Bourses européennes ont ouvert en hausse, espérant rattraper leurs pertes depuis le début de la semaine. La Bourse de Tokyo a poursuivi vendredi sa hausse (+1,5%), portée notamment par le bond de l'action Fast Retailing (Uniqlo) après l'annonce de résultats trimestriels solides du groupe de prêt-à-porter. Sur la semaine, elle prend 6,59%, échouant de peu à

battre sa performance d'une semaine en mars 2022. La progression est d'autant plus notable qu'elle s'est faite en quatre jours, après un lundi férié, et que l'indice Nikkei de la place japonaise est au plus haut depuis près de 35 ans. Malgré un risque de surchauffe, «les attentes concernant l'amélioration des bénéfices et de la gouvernance des entreprises japonaises» continuent à soutenir le marché tokyoïte, a estimé Takuma Ikemoto, analyste du Tokai Tokyo Research Institute.

Les Bourses chinoises reculaient de leur côté, sur la séance comme sur la semaine. En Europe, la tendance est moins favorable mais les indices tentent vendredi de rattraper leurs légères pertes du début de la semaine: Paris prenait 0,76%, Francfort 0,90% et Londres 0,91% vers 08h15 GMT. Sur la semaine, marquée jeudi par les chiffres de l'inflation américaine en décembre, supérieurs au consensus des analystes, Paris et Francfort progressent légèrement, Londres recule un peu.

«La désinflation reste le scénario de base pour cette année», affirme Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank, notant aussi que plusieurs responsables de la Banque centrale américaine (Fed) sont restés prudents dans leurs déclarations sur le sujet depuis le début de l'année. À partir du milieu de séance en Europe, les investisseurs vont prendre connaissance des premiers gros résultats d'entreprises aux États-Unis, avec l'assureur UnitedHealth, les

banques JP Morgan, Bank of America, Citi, le gestionnaire d'actifs BlackRock et la compagnie aérienne Delta Air Lines. Le spécialiste japonais du prêt-à-porter Fast Retailing a bondi de 6,33% après avoir publié jeudi des résultats supérieurs aux attentes pour son premier trimestre 2023/24, grâce notamment aux performances de sa marque phare Uniqlo à l'international, particulièrement en Amérique du Nord et en Europe, où il cherche à renforcer sa présence.

"2 MILLIONS D'EMPLOIS ET 162 MILLIARDS D'EUROS"

# Le maire de Londres dénonce le coût du Brexit

*Dans un communiqué, Sadiq Khan appelle à rompre avec le Brexit et se rapprocher à nouveau de l'Union européenne via de nouveaux accords sous peine de voir l'économie britannique sombrer petit à petit.*

Le maire de Londres Sadiq Khan a appelé jeudi le Royaume-Uni à resserrer ses liens avec l'Union européenne, accusant le Brexit d'avoir coûté des dizaines de milliards de livres sterling à l'économie britannique. Cette prise de position tranche avec la réticence des principaux partis politiques, y compris le sien, à évoquer les répercussions du référendum de 2016, à quelques mois d'élections législatives pour lesquelles les travaillistes sont donnés largement en tête. "Nous devons être honnêtes, le Brexit n'est pas une préoccupation périphérique que nous pouvons laisser au passé. C'est un facteur-clé de la crise du coût de la vie" provoquée par l'inflation, insiste Sadiq Khan, candidat à un troisième mandat aux municipales de

mai, dans ce communiqué qui relaie des extraits d'un discours prévu jeudi soir.

## 300 milliards de livres perdus d'ici à 2035?

Selon une étude commandée à Cambridge Econometrics par la mairie de Londres (consultable ici), le Brexit a déjà coûté 140 milliards de livres (162 milliards d'euros) à l'économie britannique, dont 30 milliards de livres (35 milliards d'euros) pour la capitale. Cambridge Econometrics estime également que le Brexit a causé une perte de deux millions d'emplois dans le pays dont 300.000 dans la capitale. "Le Britannique moyen a perdu près de 2.000 livres en 2023, tandis que le Londonien moyen près de

3.400 livres l'année dernière à cause du Brexit", révèle le rapport. Cette étude estime en outre que les dégâts économiques devraient s'aggraver dans les années à venir. Les pertes pour l'économie s'élèveront à 300 milliards de livres sterling (350 milliards d'euros) d'ici à 2035 si rien n'est fait, dont 60 milliards de livres pour Londres.

## Querelle de chiffres

Un porte-parole du Premier ministre conservateur Rishi Sunak a rétorqué que l'activité économique britannique avait "connu une croissance plus rapide" que celle de l'Italie et de l'Allemagne depuis 2016. Le gouvernement vante également les opportunités offertes par la sortie de l'Union européenne, no-

tamment les accords de libre-échange signés avec des pays comme l'Australie ou son adhésion au partenariat commercial transpacifique. En avril, l'organisme de prévision budgétaire OBR (Office for budget responsibility) a cependant estimé que l'accord commercial conclu avec l'UE ferait baisser sur le long terme la productivité de 4% par rapport à l'époque où le Royaume-Uni faisait partie de l'UE. Selon un sondage réalisé en décembre par l'institut Opinium pour le journal dominical Observer, seuls 22% des Britanniques pensent que le Brexit a eu un effet positif sur le pays en général, une proportion qui tombe à 12% concernant spécifiquement l'économie.

## GRÈCE

# Athenes multiplie les mesures anti-inflation et s'attaque à la «cupidité»

Sur fond de scepticisme d'une partie de la population et de critiques de l'opposition, le gouvernement grec prend de nouvelles mesures contre la hausse des prix et veut s'attaquer à ce qu'il appelle "l'inflation de la cupidité". Alors que la Grèce, comme le reste de l'Europe, souffre de l'inflation, celle-ci ayant été estimée à 3,7% par Eurostat pour le mois de décembre 23 sur un an, son gouvernement annonce de nouvelles

mesures, notamment pour imposer plus de transparence sur les promotions, ainsi qu'une baisse des prix sur certains produits de consommation courante, tels que les détergents, les cosmétiques et les produits de soins pour bébés pour lesquels la Grèce s'avère être l'un des plus chers d'Europe. Les agissements abusifs de multinationales sont notamment pointés du doigt par l'exécutif grec. "Après une augmentation, il n'y a jamais de baisse"

Mais sur un marché d'Athènes, ces annonces semblent susciter peu d'espoir. Certains passants se montrent désabusés. "Avec des prix aussi élevés, on perd très vite de l'argent," nous fait remarquer un homme âgé. Quant aux nouvelles mesures, il n'en attend pas grand-chose. "On verra très bientôt ce que cela donnera réellement," dit-il. "Il y a du bon et du moins bon dans ces mesures," nous indique une autre cliente du marché qui

nous montre ses deux sachets remplis de légumes qui lui ont coûté 7 euros, une somme excessive selon elle. Quant aux déclarations du gouvernement qui estime que l'inflation devrait faiblir au printemps, cette dame âgée qui dit "en avoir vu des choses dans sa vie" ne s'attend pas à un recul des prix. Elle assure : "Après une augmentation, il n'y a jamais de baisse."

## BRÉSIL

# Réception d'un second sous-marin de fabrication franco-brésilienne

## Torpilles lourdes et missiles

Le Brésil a réceptionné vendredi son second sous-marin de fabrication franco-brésilienne, voué à la protection de ses 8500 km de côtes, dans le cadre de l'accord de coopération militaire signé en 2008 par les deux pays. Après le premier de la série, baptisé Riachuelo, mis en service en septembre 2022, le sous-marin Humaita est venu officiellement garnir la flotte brésilienne lors d'une cérémonie à la base navale d'Itaguaí, près de Rio de Janeiro. Les livraisons de sous-marins «augmentent la projection du Brésil comme un acteur toujours plus important sur la scène internationale», a déclaré le ministre brésilien de la Défense José Mucio lors de l'inauguration, selon un communiqué de ses services. L'ambassadeur de France, Emmanuel Lenain, était présent. L'Humaita aidera à «protéger nos richesses», a déclaré à des journalistes Martim Bezerra de Morais Junior, commandant du nouveau sous-marin, en référence aux patrouilles au large de l'Amazonie, où le Brésil dispose de gisements pétroliers.

Le sous-marin Humaita, de classe Scorpène, muni de torpilles lourdes et de missiles, mesure plus de 70 mètres. C'est le deuxième sous-marin à propulsion classique à être mis en service par la Marine brésilienne, qui est responsable de leur construction sur le site d'Itaguaí. Cité dans un communiqué de Naval Group, le PDG du groupe français Pierre-Éric Pommellet a salué un «succès» et «la collaboration de long terme avec le Brésil». Dans le cadre de son programme de sous-marins Pro-Sub pour lequel la Marine brésilienne a choisi Naval Group, deux autres sous-marins sont en cours de construction à Itaguaí. Ils devraient respectivement être mis en service en 2024 et 2025. La livraison des quatre sous-marins devait initialement intervenir entre 2018 et 2022, mais la pandémie de Covid-19 et les difficultés financières du pays ont retardé les échéances. Le groupe français DCNS, aujourd'hui Naval Group, avait remporté en 2009 un contrat de 6,7 milliards d'euros, prévoyant

notamment des transferts de technologie et la construction du chantier naval ultra-moderne d'Itaguaí. Naval Group intervient dans tout le processus de construction au travers de l'entité brésilienne Itaguaí Construções Navais (ICN), dont il est propriétaire avec l'entreprise brésilienne Novonor (ex-Odebrecht). Les matériaux des sous-marins sont produits sur les sites de production de Naval Group en France, avant d'être acheminés vers le Brésil. Naval Group œuvre également pour le Brésil au développement d'un sous-marin à propulsion nucléaire. L'accord de coopération franco-brésilien avait été signé en 2008 par le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva (revenu au pouvoir en 2023), et par son homologue Nicolas Sarkozy. Une cérémonie pour l'assemblage de l'Humaita avait eu lieu en 2019 à un moment où les relations diplomatiques entre Brasília et Paris étaient au plus bas: le prédécesseur d'extrême droite de Lula, Jair Bolsonaro, avait livré un discours aux accents nationalistes, et la France avait boudé l'événement.

## ARGENTINE

# La dérégulation du marché immobilier permet de payer son loyer en kilos de bœuf

Un "méga-décret" d'urgence publié en décembre par le gouvernement Milei. Il prévoit notamment que les baux ne soient régis par rien d'autre qu'un accord "libre" entre les parties: durée du bail, mécanisme de hausse, moyen de paiement, etc. Un contrat pourra s'honorer en bitcoin, "et toute autre cryptomonnaie et/ou espèces, comme des kilos de bœuf, ou des litres de lait". Sans toit... ni lois. Pour de nombreux Argentins, le premier impact concret d'un mois de "dérégulation" sous la présidence ultralibérale de Javier Milei est l'aggravation du fléau inflationniste, conduisant à des loyers "libérés" toujours plus inaccessibles et une traque incessante d'aliments à prix abordable. La crise du logement n'est pas nouvelle à Buenos Aires, où foisonnent les locations de courte durée pour étrangers dollarisés, quand le peso des Portéños ne suit plus l'inflation des loyers - qui ne sont d'ailleurs quasiment plus jamais réclamés en pesos. Et le tableau a empiré avec une inflation de +12,8% en novembre et 25,5% en décembre (pour atteindre +211% en 2023), conséquence de la fin de l'encaissement des loyers, des prix, et la répercussion d'une dévaluation de 50% du peso aux premiers jours de la présidence de Javier Milei. Le "méga-décret" d'urgence publié en décembre par le gouvernement Milei, abroge, entre autres, une loi sur les loyers de 2020, amendée en 2023. Désormais, les baux ne sont régis par rien d'autre qu'un accord "libre" entre les parties: durée du bail, mécanisme de hausse, moyen de paiement, etc. Un contrat pourra s'honorer en bitcoin, "et toute autre cryptomonnaie et/ou espèces, comme des kilos de bœuf, ou des litres de lait", a même imaginé fin décembre la ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur Diana Mondino sur son compte X. Un message qui lui a valu de nombreuses railleries sur un retour "féodal" au "temps du troc".

## ABARTH 600 Le SUV électrique disposera de 240 ch



Malgré quelques prototypes sur base de 500x surpris lourdement camouflés, dans les années 2010, en pleine séance de travail sur la piste de Balocco, jamais le feu vert pour la production en série d'un SUV énervé n'a été donné chez Abarth. N'oublions pas qu'à l'époque, il y avait dans les cartons l'Abarth 124 Spider (photo ci-dessous) plus valorisante pour l'image et aussi plus légitime puisque héritière de la Fiat 124 Spider qui brilla en course durant les années 1970. image Avec la remplaçante, la 500X, la Fiat 600e, cette fois, les planètes sont alignées, la marque au Scorpion franchira le pas et offrira enfin sa chance au SUV italien. L'électricité l'a logiquement décidé et pour ne pas faire les choses à moitié, il ne se contentera pas des 156 ch de la version Fiat. Non, Abarth est fière d'annoncer 240 ch sous le capot ce qui en fera sa réalisation la plus puissante en série. Pour mémoire, l'Abarth 695 Biposto certes exclusive, se contentait de 190 ch.

### StellantisMotorsport à la manœuvre

C'est StellantisMotorsport, la division compétition du groupe - qui a développé notamment l'Opel eCorsaRally - qui est à la manœuvre en retouchant en profondeur la plateforme technique eCMP de la Fiat 600e. Le châssis est revu et pompeusement nommé Perfo-eCMP. Dans les faits les suspensions reçoivent des réglages spécifiques et un différentiel à glissement limité est aussi de la partie.

Une technologie dont bénéficiera la future Volkswagen ID.2 GTI. Abarth évoque également un système de freinage approprié ainsi que des pneumatiques développés avec l'expertise de la Formule E. Meilleure adhérence et niveau sonore abaissés sont attendus. Pour l'instant, Abarth n'évoque pas le nombre de roues motrices de l'auto, aura-t-elle droit à une transmission intégrale ?

### Un moteur qui servira à l'Ypsilon HF, la DS3 "Racing" et la future 208 "GTI"

Chez Lancia, le patron de la marque Luca Napolitano a déjà évoqué ce châssis aux voies élargies dont bénéficiera dès 2025 la future Ypsilon HF. Cette dernière disposera bien évidemment du moteur électrique « haute performance ». Il sera ensuite logique que les futures berline DS3 et la troisième mouture de la Peugeot 208 toutes deux attendues en 2026 en profitent, elles aussi. De quoi rendre coup pour coup, avec un peu de retard à l'Alpine A290 qui arrivera courant 2024. De quoi donner des héritières légitimes aux DS3 Racing et Peugeot 205 GTI.

## VOUS NE RÊVEZ PAS !

# Un constructeur compte vendre des voitures volantes

Le chinois Xpeng a profité du CES de Las Vegas pour confirmer la commercialisation de sa voiture volante d'ici fin 2024. Les livraisons auront lieu en 2025.

La voiture volante revient régulièrement dans nos boîtes mails de journalistes. Certaines start-up s'y sont essayées, dévoilant des projets uniquement virtuels pour espérer dans la foulée lever des fonds et concrétiser l'aventure. Mais jusqu'ici, peu d'engins de ce genre ont réellement vu le jour. Il faut dire que les obstacles sont nombreux : législatifs évidemment, mais aussi techniques et budgétaires. Des considérations financières que la marque Xpeng n'a visiblement pas, puisqu'elle a confirmé au CES de Las Vegas la commercialisation dès la fin d'année de son eVTOL, un engin volant capable d'alternier entre avion personnel et voiture. Les précommandes seront ouvertes au 4e trimestre 2024 pour des livraisons fin 2025.

Si le pilotage est manuel, il existe bien évidemment un mode automatique comme dans de nombreux aéronefs. Mais les questions subsistent : si Xpeng a bien démontré la conversion du véhicule sur le stand, il ressemble encore franchement à un concept. A-t-il déjà seulement volé ? Xpeng a bel et bien déjà fait voler des prototypes dans le ciel chinois, comme en attestent certaines vidéos. Mais n'espérez pas voir les villes françaises se transformer à la manière du film "Le Cinquième Élément".

### Deux tonnes de voiture dans les airs

Cet engin 100 % électrique ne dit rien de sa fiche technique. Quelles batteries ? Quelle autonomie ? La filiale XpengAeroht de Xpeng n'en parle pas. Tout juste sait-on que l'eVTOL pèse deux tonnes. Une chose est sûre, l'eVTOL n'aura pas voca-



tion à faire de longues distances dans les airs. On s'en doutait un peu, étant donné l'énergie électrique requise pour suspendre en l'air un tel véhicule doté de batteries : "cette fonctionnalité permet une navigation intuitive au-dessus des zones encombrées et des obstacles lorsque les conditions le permettent, répondant ainsi efficacement à la demande en matière de déplacements sur de courtes distances et à basse altitude". Et puis, de toute façon, les zones interdites au survol sont bien trop nombreuses en Europe pour que cette supercar volante puisse faire du court-courrier.

"En 2013, nous avons lancé AEROHT pour assouvir notre rêve de voitures volantes », observe Tan WANG, cofondateur de XPENG AEROHT. Puis de conclure : « En 2024, nous pouvons dire que ce rêve est devenu réalité. Aujourd'hui, nous sommes ravis de dévoiler nos deux dernières innovations qui permettront au citoyen lambda de passer d'une conduite

sur route à un pilotage aérien". Rien que ça !

### Pas en Europe

Nous avons pu avoir un porte-parole chinois de XpengAeroht. L'intéressée nous a confirmé que l'eVTOL ne serait vendue qu'en Chine dans un premier temps. La commercialisation en Europe n'est donc pas encore à l'ordre du jour. Mais elle nous laisse tout de même un petit indice en insistant bien sur le fait qu'Aeroht est une filiale de Xpeng Motors, et que ce dernier est déjà présent... en Europe. Affaire à suivre ?

Il reste à savoir combien pourrait coûter un tel engin. Notre interlocuteur n'a pas sur nous répondre, mais cela ne saurait tarder puisque les précommandes approchent. Vu la quantité de matériaux composites (les pales en fibre de carbone, notamment), il ne faudra pas s'attendre à un produit grand-public.

## Voici la vraie fausse Mercedes Classe B 55 AMG à moteur V8!

Officiellement, il n'y a jamais eu de Mercedes Classe B AMG. Pourtant en interne, au sein de l'usine de Rastatt, un prototype très abouti a été réalisé avec un moteur V8 5.5 de 388 ch sous le capot ! Mercedes-Benz s'apprête à réorganiser son entrée de gamme en faisant table rase des Classe A berlines (à coffre comme à hayon) et du monospace Classe B. Ce dernier décliné en trois générations, Type 245 lancé en 2005, Type 246 lui succédant en 2012, puis enfin Type 247 depuis 2019, n'a jamais été « officiellement » vendu en version AMG. La silhouette monovolume et les vertus familiales du modèle ne se prêtant guère à en faire un « petit » frère du Renault Espace F1. Pour autant, la marque à l'étoile y a bel et bien pensé. Un prototype connu en interne sous le code B55 a été mis au point dans l'usine de la marque située à Rastatt - qui assemble les Classe A, Classe B, les CLA et le GLA, à l'ouest de son fief de Stuttgart, non loin du Rhin.

### Un B55 bien au dessus du B 200 Turbo

Cette initiative fut, à l'époque, commanditée par Peter Wesp le directeur de l'usine.

Et coupons court à l'effet de surprise, le patron n'est pas allé avec le dos de la cuillère. En effet, reposant sur une plateforme technique spécifique, le Mercedes Classe B de première génération (type 245) disposait d'une mécanique logée en sandwich sous le capot avant. Il s'agissait faute de place, de petits moteurs à quatre cylindres (1.5 à 2.0) de modeste puissance (95 et 116 ch) avec au mieux 193 ch pour la version B 200 Turbo.

### Un moteur V8 de Classe S sous le capot

Aussi, pour proposer une version sportive digne de ce nom, le responsable de la formation des apprentis Andreas Würz et son acolyte Matthias Rieger ont employé les grands moyens. Aidés par une équipe de douze apprentis, ils ont tout simplement logé, au chausse pied, un moteur V8 5.5 litres fort de 388 ch pour une valeur de couple 530 Nm. Un bloc connu sous le matricule M 273 KE 55 équipant les Mercedes E500 et S500 contemporaines. La transmission automatique à 7 rapports fait aussi parti de la transplantation. Est alors venue la question cruciale du passage de la puissance au sol, l'auto délaiss-

sant évidemment son architecture traction au profit de la propulsion. Un train arrière de Mercedes Classe E W 210 est appelé en renfort ajusté à la coque par le biais d'un faux châssis réalisé sur mesure. A l'instar de la ligne d'échappement dont la sonorité change radicalement de celle du modèle original.

### Un compteur gradué jusqu'à 300 !

Pour stopper net cette cavalerie qui dévergonde la Classe B, des freins empruntés à une Mercedes C 32 AMG ne sont pas superflus. Tandis que pour rester en famille, des jantes de 18 pouces AMG en 235/40 à l'avant et 255/35 à l'arrière chaussent l'engin. Cela finalise son look qui reste très discret - avec pour seule modification, une calandre dont les barrettes sont peintes en noir - et c'est tant mieux. Il s'agit d'un véritable tour de force technique car au final, cette Mercedes Classe B 55 ne pèse que 1 620 kg soit seulement 180 de plus qu'à l'origine. L'auto serait capable d'accélérer de 0 à 100 km/h en moins de 6 secondes. En tout cas, elle aurait eut un plus beau pédigree qu'un Opel Zafira OPC...

## INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

# Nos empreintes sont-elles vraiment uniques ? L'IA dit que... non !

*Grâce à l'utilisation de l'intelligence artificielle, il se pourrait que l'unicité des empreintes digitales ne soit pas totalement vraie. La réalité pourrait être un peu plus complexe.*

C'est une récente étude de l'Université de Colombia au Canada qui a remis en question cette croyance solidement ancrée dans le domaine de la science forensique. Ce dernier regroupe l'ensemble des méthodes d'analyses servant au travail d'investigation, qu'appliquent notamment la police scientifique dans ses enquêtes. Non, nos empreintes digitales ne seraient pas uniques ! Une équipe de chercheurs a réussi à analyser 60 000 empreintes à l'aide d'un outil fonctionnant grâce à l'intelligence artificielle. Résultat : certaines d'entre elles comportaient des correspondances plutôt surprenantes. Encore un domaine que l'IA pourrait bouleverser ?

## L'IA et les empreintes digitales : une nouvelle vision

C'est sous la supervision du Professeur Hod-Lipson, roboticien à Columbia que l'étude s'est déroulée. Leur outil a démontré une précision de 75 à 90 % pour associer des empreintes de différents doigts à un même individu. Un taux de réussite assez élevé, qui laisserait suggérer que chaque empreinte n'est pas réellement unique. Contrairement aux méthodes classiques, l'IA se focalise sur l'orientation des crêtes au centre des doigts. « Il est évident qu'elle n'utilise pas les marqueurs traditionnels employés depuis des décennies en criminalistique » souligne le professeur Lipson. En revanche, il avoue : « nous ne sommes pas tout à fait sûrs de la manière dont l'IA y parvient ». Une découverte surprenante, qui a mené Lipson et son équipe à vérifier à plusieurs reprises si les résultats disaient vrai. D'autres experts semblent un peu moins surpris de la nouvelle. C'est le cas de Graham Williams, professeur de science forensique à l'Université de Hull. En effet, selon lui, il n'y



a jamais eu de preuve absolue que les empreintes digitales étaient propres à chaque individu. « Nous ne savons pas réellement si les empreintes sont uniques (...) Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'à notre connaissance, aucune empreinte identique n'a été observée chez deux personnes différentes ». Toute la nuance est là.

## Implications et limites de cette découverte

Les retombées de cette découverte pourraient fortement influencer les sciences forensiques ou la biométrie. Un jour arrivera peut-être où l'IA sera capable de nouer un lien entre des empreintes non identifiées sur différentes scènes de crime. Ce serait une petite révolution pour les champ des enquêtes criminelles ! Toutefois, l'équipe de Columbia manque d'expérience en forensique. Selon leur point

de vue, il faudrait des recherches plus approfondies afin de confirmer leur découverte. Dans l'idéal, il faudrait entraîner un outil d'IA sur une base de données plus vaste. Gabe Guo, un étudiant de premier cycle, précise : « notre outil n'est pas suffisamment fiable pour être utilisé comme preuve dans des affaires judiciaires, mais il est utile pour générer des pistes dans des enquêtes forensiques ». D'autres chercheurs, comme le Dr Sarah Fieldhouse (professeure de science forensique), de l'Université de Staffordshire, restent plus mesurés quant à cette découverte. Elle estime que, dans l'immédiat, cette étude n'aura pas de réel impact judiciaire pour l'instant. Celle-ci sera dans tous les cas publiée dans la revue Science Advances le 13 janvier et ouvrira tout de même de nouvelles perspectives sur l'analyse des empreintes digitales.

## LE PARI FOU DE CETTE START-UP CHINOISE

# Une batterie nucléaire qui ne se recharge jamais dans votre smartphone

Une entreprise chinoise dit être la première à avoir créé une batterie nucléaire miniature sans recharge nécessaire, qui insérée dans un smartphone pourrait lui offrir une autonomie infinie ou presque, sans être radioactive. Les smartphones du futur pourraient ne jamais nécessiter de recharge, le tout grâce à une technologie révolutionnaire de batterie nucléaire. Bon, ce n'est évidemment pas pour tout de suite, mais une entreprise chinoise, BetavoltTechnology, explore très sérieusement cette possibilité en développant des batteries nucléaires miniatures pour divers appareils, en s'inspi-

rant des stimulateurs cardiaques et des composants spatiaux de longue durée. Vous allez voir, c'est assez fascinant.

## La miniaturisation de la puissance nucléaire dans vos smartphones

Basée à Pékin, BetavoltTechnology démarre l'année en faisant état d'une avancée notable dans la miniaturisation des batteries à énergie atomique. Son modèle BV100, d'une taille minuscule de 15 x 15 x 5 mm, est capable de générer 100 microwatts d'électricité. La start-up se base sur la désintégration de l'isotope de nickel 63 pour proposer un mo-

dèle plus petit qu'une pièce de monnaie. Si la technologie nucléaire présentait autrefois des risques en raison de matériaux radioactifs comme le plutonium, Betavolt adopte une approche plus sécurisée. En utilisant un semi-conducteur en diamant et un isotope de nickel en décomposition, l'entreprise atteste de l'absence de rayonnements ou de produits chimiques toxiques. La batterie ne présente aucun risque d'inflammation ou d'explosion, même dans des conditions extrêmes de -60°C à 120°C. Et surtout, elle n'est pas touchée par une perte de performance, et ses coûts de production restent faibles.

## Une batterie avec un demi-siècle d'autonomie, mais une commercialisation pas prévue pour tout de suite

Betavolt envisage de produire des batteries nucléaires pour smartphones qui puissent être chargées indéfiniment (une durée de 50 ans est évoquée), éliminant purement et simplement l'impératif de la recharge fréquente du mobile. Ces petites batteries peuvent être assemblées en série pour augmenter la puissance. Le prototype de la batterie nucléaire est prêt à passer à la production de masse après avoir

franchi avec succès le stade pilote. Betavolt vise désormais à créer de petites batteries d'une puissance d'un watt d'ici 2025. Ces batteries nucléaires pourraient devenir incontournables dans de multiples domaines et secteurs comme l'aérospatiale, les équipements d'IA, les dispositifs médicaux, les drones, les capteurs, et les micro-robots.

Quant à la commercialisation auprès du grand public, bien que le prototype soit prêt, Betavolt n'a pas encore de calendrier précis à nous transmettre. Cette avancée promet cependant de redéfinir les normes de l'alimentation électrique.

## ● ● ● Brèves

### USB4 et personnalisation de Copilot dans WindowsBuild 23615

La firme de Redmond teste actuellement dans son programme Windows Insider la prise en charge de la spécification USB4 Version 2.0 dans Windows 11, avec à la clé des vitesses de transfert allant jusqu'à 80 Gbps sur les câbles USB Type-C. « La prise en charge de l'USB 80Gbps sera initialement lancée sur certains appareils basés sur les processeurs mobiles Intel Core 14th Gen HX-series, tels que le Razer-Blade 18 », a expliqué l'équipe du programme Windows Insiders de Microsoft. Outre la prise en charge de l'USB4 Gen4 v2.0, l'éditeur teste également une option de Windows Copilot pour configurer l'ouverture automatique de cet assistant sur un système à écran large.

### Inrae victime d'une cyberattaque

Selon notre confrère Le Bien Public, l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) a été victime d'une cyberattaque fin décembre. Son impact a été particulièrement significatif pour les équipes de l'organisme localisées en Bourgogne-Franche-Comté. « Les équipes œuvrant d'arrache-pied pour un retour à la normale le plus rapide possible », indiquait ce jeudi l'Inrae à notre confrère.

### Infosys rachète InSemi

La SSII a annoncé l'acquisition d'InSemi, spécialiste dans le design de semi-conducteurs. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué, mais la presse indienne parle de 3 Md\$ (280 crores de roupies). Créé en 2013, InSemi propose plusieurs services touchant à la conception de semi-conducteur : plateforme, automatisation, logiciel, etc. Il s'adresse au secteur de l'automobile, l'électronique grand public et l'IT. Au sein d'Infosys, la société participera à la R&D de l'ESN et à la co-construction de solutions avec les clients.

Mots fléchés

|                       |                        |                |                   |                 |                  |                    |                    |
|-----------------------|------------------------|----------------|-------------------|-----------------|------------------|--------------------|--------------------|
| Instrument de musique | Amertume               | Fleuve normand | Conséquences      | Équerre         | Squale           | Anomalie           | Île de France      |
| Mettre au courant     | Sur l'enveloppe        | Mesurer        |                   | Défense         |                  | Argon du chimiste  |                    |
|                       |                        |                |                   |                 |                  | Primitif           |                    |
| Aéronef               |                        |                | Front national    |                 | Va ça et là      |                    |                    |
| Précieux métal        |                        |                | Gardé pour soi    |                 | Fin de groupe    |                    |                    |
|                       | Discipline alimentaire |                |                   |                 |                  |                    | Arriver à maturité |
| Illustre inconnu      | Nid d'espions          |                | Matrice           |                 |                  | Ovules             |                    |
|                       |                        |                | Vêtement          |                 |                  |                    |                    |
|                       | Rappel                 |                | Strontium au labo |                 | Aussi            |                    |                    |
|                       | Publication            |                | Arrivé            |                 | Agaçante         |                    |                    |
| Ergot                 |                        |                |                   | Refuser         |                  |                    |                    |
| Armée clandestine     |                        |                |                   | N'avoue pas     |                  |                    |                    |
|                       |                        | Exprimer       | Sans gravité      |                 |                  | Quelle personne ?  |                    |
|                       |                        |                | Met               |                 |                  |                    |                    |
| Arrêt des combats     |                        |                |                   | Glace anglaise  |                  | Sigle d'université |                    |
| Novice                |                        |                |                   | Passage protégé |                  | Id est             |                    |
|                       |                        |                | Malaxées          |                 |                  |                    |                    |
|                       |                        |                | Esgourdes         |                 |                  |                    | Retire             |
| Filtre naturel        | Toupie                 |                |                   |                 | Bugle            | Épaulai            | Belle de Cadix     |
|                       | Fougères               |                |                   |                 |                  |                    |                    |
|                       |                        |                | Hors d'usage      | Gros serpent    |                  | Vent arrière       |                    |
|                       |                        |                |                   | Palpables       |                  |                    |                    |
| Confiserie            |                        |                |                   |                 | Nouvelles normes | Enzyme             |                    |
| Mouvement             |                        |                |                   |                 |                  |                    |                    |
|                       |                        |                |                   |                 | Ancienne mesure  | Anesthésique aillé | Pour un religieux  |
|                       |                        |                |                   |                 |                  |                    | Caisses            |
| Oeil de perdrix       | Favorisé               | Désinvolté     |                   |                 |                  | Petit plus         |                    |
|                       |                        | Fers           |                   |                 |                  |                    |                    |
|                       |                        | Les filles     |                   |                 |                  | Assurance          |                    |
| Cobalt                |                        | Rager          |                   |                 |                  | Affluent du Danube |                    |
| Digues                |                        | Longue période |                   |                 |                  | Département        |                    |
|                       |                        |                |                   | Pour l'Italie   |                  | Jeune et têtu      |                    |
|                       |                        |                |                   |                 |                  | Mot intime         |                    |
| Irlande               |                        |                | Animale           |                 |                  |                    |                    |
| Problème              |                        |                |                   |                 |                  |                    |                    |
|                       | Cardinal de droite     |                |                   | Rassemblées     |                  |                    |                    |

Le pétrole s'essouffle en fin de séance

Les cours du pétrole ont vu une bonne partie de leurs gains s'effacer en fin de séance, vendredi, le bond lié à la dégradation de la situation géopolitique au Moyen-Orient s'essoufflant, faute d'effet direct sur l'offre. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a gagné 1,13%, pour finir à 78,29 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en février, a lui pris 0,91%, à 72,68 dollars. Plus tôt, le Brent avait affiché jusqu'à 4,31% de hausse, à 80,75 dollars, franchissant pour la première fois de l'année le seuil de 80 dollars le baril.



EGYPTE

Les recettes du Canal de Suez chutent de 40%

En temps normal, la voie navigable reliant la Méditerranée à la mer Rouge brasse environ 12% du commerce maritime mondial et représente l'une des premières sources de devises du pays. Les recettes du Canal de Suez ont enregistré une baisse de 40% entre le 1er et le 11 janvier 2024 comparativement à la même période en 2023, en raison des attaques des rebelles Houthis du Yémen contre les navires, qui ont poussé plusieurs grands armateurs internationaux à se détourner de la route maritime. L'annonce a été faite par le président de l'autorité du Canal de Suez, Osama Rabie. Le responsable égyptien a également révélé que le trafic maritime dans le Canal de Suez a baissé de 30 % durant les onze premiers jours de l'année 2024 par rapport à la même période l'année écoulée. Selon lui, le nombre de navires qui ont traversé cette voie navigable reliant la Méditerranée à la mer Rouge s'est limité à 544 entre le 1er et le 11 janvier 2024 contre 777 durant la période correspondante en 2023.

DANS UN SCÉNARIO EXTRÊME DE "DÉRISQUAGE" Le PIB mondial pourrait chuter de 4,5%, selon le FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a réitéré jeudi que le coût de la fragmentation serait significatif, notant que le produit intérieur brut (PIB) mondial pourrait chuter de 4,5% dans un scénario extrême de "dérisqueage". "Nous voyons des signes initiaux de dérisqueage et de fragmentation dans les données que nous examinons", a déclaré Julie Kozack, porte-parole du FMI, lors d'un point de presse, en réponse à une question de médias. Certains investissements directs étrangers (IDE) circulent de plus en plus entre des pays géopolitiquement alignés, les chaînes d'approvisionnement s'allongent et il y a une augmentation progressive des restrictions commerciales au cours des cinq dernières années environ, a indiqué Mme Kozack. Citant une étude récente publiée dans les Perspectives économiques régionales pour l'Asie et le Pacifique en octobre 2023 du FMI, la porte-parole a affirmé que le personnel du FMI avait examiné les implications économiques des stratégies de "dérisqueage". L'étude révèle que "certaines de ces stratégies peuvent freiner la croissance. Par exemple, l'étude montre que le PIB mondial pourrait chuter de 1,8% dans certains scénarios", a-t-elle noté. Mme Kozack a ajouté que dans un scénario plus "extrême", c'est-à-dire "un scénario de relocalisation totale", le PIB mondial pourrait diminuer de 4,5%. Dans un récent entretien accordé à CNN, la directrice générale du FMI Kristalina Georgieva a prévenu que si l'on continuait à fragmenter l'économie mondiale, le PIB mondial pourrait diminuer de manière encore plus significative. "Il est donc préférable de trouver des moyens de réduire les frictions, de se concentrer sur les problèmes de sécurité qui sont réels et significatifs, et de ne pas fragmenter l'économie mondiale à tort et à travers. Nous nous retrouverions avec un gâteau plus petit", a averti Mme Georgieva.

R.I.

SELON L'ONU

L'année 2024 risque de battre le record de chaleur établi en 2023

2024 pourrait bien battre le record de chaleur établi l'année dernière, a d'ores et déjà mis en garde l'ONU vendredi, appelant à réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre pour combattre le changement climatique. Sous l'impulsion du phénomène météorologique El Nino, la tendance au réchauffement -qui a vu chaque mois entre juin et décembre 2023 battre son record de chaleur- devrait se poursuivre cette année, explique l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Les scientifiques de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) ont même fait un calcul de probabilité : il y a une chance sur trois que 2024 soit plus chaude que 2023, et 99% de chances que 2024 se classe parmi les cinq années les plus chaudes de l'Histoire. Celeste Saulo, qui vient de prendre son poste à la tête de l'OMM, a prévenu qu'El Nino, apparu mi-2023, risquait de faire encore grimper le mercure en 2024. « Etant donné qu'El Nino a généralement le plus grand impact sur les températures mondiales après son pic, 2024 pourrait être encore plus chaude » que l'année passée. Le rapport annuel de l'OMM sur les températures dans le monde -qui compile plusieurs bases de données reconnues- le confirme, 2023 a été « de loin » l'année la plus chaude jamais enregistrée. La température mondiale moyenne annuelle en 2023 était de 1,45 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels (1850-1900), selon l'OMM. Le chiffre de l'OMM fait la moyenne entre les estimations de six sources à la réputation

solide, dont l'observatoire européen Copernicus, la Nasa et NOAA, qui utilisent différentes méthodologies. Une autre de ces sources, Berkeley Earth, a elle estimé que 2023 avait été 1,54 C au-dessus de l'ère pré-industrielle, dépassant pour la première fois la barre des 1,5 C. Copernicus estime ce réchauffement à 1,48 C, tandis que la Nasa et NOAA sont légèrement plus bas. Les différentes agences s'accordent pour souligner que 2023 a dépassé d'une marge impressionnante (0,15 C pour NOAA) le précédent record mondial de température, enregistré en 2016. Régionalement, les fortes chaleurs ont notamment touché l'Arctique, a expliqué lors d'une conférence de presse Russell Vose, scientifique chez NOAA. « L'Amérique du Nord et du Sud, ainsi que l'Afrique, ont chacun expérimenté leur année la plus chaude enregistrée. Pour l'Europe et l'Asie, c'était la deuxième. » Le changement climatique est « le plus grand défi auquel l'humanité soit confrontée », a martelé Celeste Saulo. Un rapport de l'OMM publié en novembre a révélé que les concentrations des trois principaux gaz qui piègent la chaleur dans l'atmosphère -le dioxyde de carbone, le méthane et le protoxyde d'azote- avaient continué d'augmenter en 2023 après les niveaux record de 2022. « Le changement climatique s'intensifie - et cela est sans équivoque dû aux activités humaines », a déclaré Mme Saulo. « Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre plus longtemps. Nous agissons déjà, mais nous devons faire davantage

et nous devons le faire rapidement ». « Nous devons réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et accélérer la transition vers les sources d'énergie renouvelables », a-t-elle insisté, en écho aux scientifiques. L'OMM a souligné que depuis les années 1980, chaque décennie avait été plus chaude que la précédente et que les neuf années les plus chaudes jamais enregistrées l'avaient toutes été entre 2015 et 2023. Selon l'organisation, la température moyenne sur 10 ans, de 2014 à 2023, est déjà de 1,20 C supérieure à la moyenne préindustrielle.

Condoléances



Nous avons appris avec beaucoup de tristesse le décès de notre ami et confrère GOUASMIA ABDELKADER. L'ensemble de la rédaction « Les Enjeux Eco » présente ses sincères condoléances à sa famille et prie Dieu de l'accueillir en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

PROJET DE DÉPLACEMENT FORCÉ DES PALESTINIENS HORS DE GHAZA

Le Conseil de sécurité rejette

Les membres du Conseil de sécurité ont été unanimes vendredi à rejeter tout projet de déplacement forcé des Palestiniens en dehors de leurs terres, exprimant leur inquiétude concernant les récentes déclarations de ministres sionistes encourageant le transfert massif de civils de Ghaza vers des pays tiers. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée aux inquiétudes sur le déplacement forcé de Palestiniens à Ghaza, l'Algérie, qui a demandé la tenue de cette rencontre, a appelé la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, à rejeter d'une « seule voix » le déplacement forcé des Palestiniens. Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies à New York, Amar Bendjama, a rappelé les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a souligné que « ce qui se passe à Ghaza restera une marque d'infamie dans la conscience de

l'humanité », soulignant que « personne dans cette salle ne doit rester silencieux face à ces projets. Le silence est synonyme de complicité ». « Notre position doit être claire. Nous devons rejeter le déplacement forcé des Palestiniens. Tout le monde doit comprendre que les Palestiniens n'ont d'autre lieu que leur terre. Tout déplacement forcé est une violation flagrante du droit international, en particulier de l'article 49 de la 4e Convention de Genève », a-t-il ajouté. De son côté, le Coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, Martin Griffiths, a affirmé que « toute tentative visant à modifier la composition démographique de Ghaza doit être fermement rejetée ». « Je tiens à souligner que toute personne déplacée de Ghaza doit être autorisée à rentrer, comme l'exige le droit international », a-t-il dit, exprimant sa profonde inquiétude face aux récentes déclarations de ministres sionistes concer-

nant les projets visant à encourager le transfert massif de civils de Ghaza vers des pays tiers, actuellement appelé « délocalisation volontaire ». Il a, en outre, signalé que les bombardements aériens sionistes se sont intensifiés dans les zones où les civils ont reçu l'ordre de se réinstaller « pour leur sécurité ». « Il n'y a pas d'endroit sûr à Ghaza », s'est lamenté le haut fonctionnaire, ajoutant qu'une vie humaine digne est presque impossible. « Nous pouvons le constater dans le déplacement forcé de 1,9 million de civils, soit un chiffre stupéfiant de 85% de la population totale, traumatisés et contraints de fuir encore et encore sous une pluie de bombes et de missiles, et nous pouvons le constater dans les conditions épouvantables qui règnent sur le terrain : les abris débordent, la nourriture et l'eau s'épuisent, avec un risque de famine qui s'accroît de jour en jour », a-t-il déclaré.

R.I.